

REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI(UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

Mémoire réalisé en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

OPTION : ECONOMIE **SPECIALITE**: ECONOMIE APPLIQUEE (EA)

THEME

**LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETE AU BENIN**

Réalisé par :

Léonard Mahutin TOSSOU

&

Fernand MEDEDJINOUE

Directeur de mémoire :

Dr Edgard GBINLO

Enseignant à la FASEG

Maître Assistant des Universités du

CAMES

Maître de stage :

Mr Paulin DAKO

Agent à la DGAE

Année académique 2014- 2015

AVERTISSEMENT

« La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs »

APPROBATION DU DIRECTEUR DE MEMOIRE

Directeur de mémoire

Dr Edgard GBINLO

DEDICACE 1

Je dédie ce mémoire à :

- ✓ Mon oncle **Norbert MEDEDJINOUE**
- ✓ Ma mère **Bernadette DEGBE**

Fernand MEDEDJINOUE

DEDICACE 2

Je dédie ce mémoire à :

- ✓ Mon père **TOSSOU Urbain**
- ✓ Ma mère **GNONNAME Thérèse**

Léonard Mahutin TOSSOU

REMERCIEMENTS

Ce travail n'aurait été effectif sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes qui, loin d'être des passagers clandestins, ont apporté leur pierre à sa réalisation. Nous tenons très sincèrement à vous adresser nos remerciements tout en sachant qu'ils ne suffissent pas pour vous témoigner notre gratitude.

Qu'il nous soit donc permis d'adresser nos reconnaissances à :

- **Docteur Edgard GBINLO**, tuteur de ce mémoire qui, malgré ses nombreuses occupations et sa lourde responsabilité, a su nous faire bénéficier de sa disponibilité ;
Mr Aristide MEDENOU, Directeur Général des Affaires Economique ;
- **Mr Paulin DAKO**, Agent d'assurance notre maître de stage pour avoir accepté d'encadrer ce travail ;
- Au Professeur **Charlemagne IGUE**, Doyen de la **FASEG** ;
- **Mr Fidèle SALIGA**, Pour sa franche et sincère collaboration pour la mise en œuvre de ce travail ;
- Tout le personnel de la **DGAE**, pour l'accueil et l'ambiance chaleureuse dont ils ont fait montre à notre égard durant notre stage ;
- Nos amis et aînés de filière pour les conseils prodigués particulièrement Hermann, Narcisse, Jean-Didier, Liamidi, Rodrigue.
- Nos frères et sœurs Blaise, Bertrand, Viviane, J. Euloge, Eliane.
- Enfin que toutes les personnalités et autres compétences, qui dans l'ombre et au cours des discussions à bâtons rompus que nous avons eues avec elles et qui ont guidé notre rédaction, trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude et nous pardonne de n'avoir pas pu les citer nommément.

SIGLES ET ABREVIATIONS

CNDLP	: Commission Nationale de Développement et de Lutte contre la Pauvreté
CVEF	: Cellule de Veille Economique et Financière
DA	: Direction des Assurances
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DGB	: Direction Générale du Budget
DGCPE	: Direction de la Gestion et du Contrôle du Porte feuille de l'Etat
DGE	: Direction Générale Economique
DGR	: Direction de la Gestion des Ressources
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DIR	: Direction de l'Intégration Régionale
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DPE	: Direction de la Promotion Economique
DSD	: Dimension Sociale du Développement
ENLTPS	: Etude Nationale de Perspectives à Long Terme
EMICoV	: Enquête Modulaire Intégré des Conditions de Vie des ménages
IDH	: Indicateur du Développement Humain
INSAE	: Institut National de la Statistique et d'Analyse Economique
IPH	: Indicateur de Pauvreté Humaine
JB	: Jarque-Bera
MEFPD	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Programme de Dénationalisation
OMS	: Objectif du Millénaire pour le Développement
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SES	: Service des Etudes Statistiques
SI	: Service Informatique
SP	: Secrétariat permanent
SPA	: Structural Path Analysis
SPEF	: Service de la Programmation Economique et Financière
SRP	: Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SSBAC	: Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturel

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de l'Indice de Développement Humain.....	28
Graphique 2 : L'évolution des dépenses publiques en agriculture(enmilliard defrancs CFA) .	29
Graphique 3 : L'évolution des dépenses publiques en éducation(enmilliard defrancs CFA) ...	30
Graphique 4 : L'évolution des dépenses publiques en santé (enmilliard defrancs CFA)	31
Graphique 5 : L'évolution des dépenses en infrastructures productives (en milliard de francs CFA).....	31
Graphique 6 : L'évolution des recettes fiscales (en milliard de francs CFA)	32
Graphique 7 : L'évolution de l'APD (en milliard de francs CFA)	33

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL.....	4
SECTION1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE.....	5
SECTION2 : DEROULEMENT DU STAGE.....	7
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	8
SECTION1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES.....	9
SECTION2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	11
CHAPITRE 3 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE AU BENIN.....	27
SECTION 1 : ANALYSE DESCRIPTIVE DES VARIABLES DE L'ETUDE.....	28
SECTION 2: PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION.....	34
CONCLUSION.....	42
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	44
ANNEXES.....	i

RÉSUMÉ

La lutte contre la pauvreté est l'une des préoccupations majeures des économistes. L'efficacité de cette lutte passe par de bonne politique à travers l'éducation et la santé. L'objectif général de la présente étude est d'analyser l'impact de la politique budgétaire sur les conditions de vie des ménages au Bénin. En utilisant un modèle à correction d'erreur, l'étude a montré qu'aussi bien à long terme qu'à court terme que les dépenses publiques contribuent positivement à la réduction de la pauvreté. Au vu de ces différents résultats quelques recommandations ont été formulées pour les rendre plus performantes et plus efficace.



INTRODUCTION

Le Bénin est un pays du Tiers-Monde qui a été secoué par plusieurs crises économiques notamment celle des années 80 et la récente de 2009. Ces crises ont laissé pas mal d'effets pervers, parmi lesquels on remarque l'aggravation de la pauvreté. Suite au recul des activités économiques, il est à remarquer une altération d'année en année des conditions de vie de la population après crise en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, etc.

Ainsi, dans le souci de trouver solution à ce fléau, les pouvoirs publics ont fait appel aux institutions de «Bretton Wood». Il a été mis en place des Programmes d'Ajustement Structurel(PAS) afin de bénéficier de l'aide. L'application de ces programmes va donner des résultats mitigés au niveau de l'évolution des indicateurs socio-économiques. Suite aux différents constats d'échec de ces programmes sur le bien être des populations, des volets sociaux ont été inséré dans de nouveaux programmes.

Une analyse des indicateurs sociaux nous montre qu'idéalement, un Indicateur du Développement Humain (IDH) doit être supérieur ou égal à 0,5 et un Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) inférieur à 0,5. Bien que le Bénin dispose d'un cadre stratégique cohérent de développement et de lutte contre la pauvreté, la situation de la pauvreté au pays demeure très préoccupante. Le dernier IDH calculé par le PNUD classe le Bénin au 163^{ème} rang sur 177 pays et l'IPH-1 classe le pays 100^{ème} sur 108 (www.eeas.europa.eu).

L'initiative en faveur des Pays Pauvre Très Endettés (PPTE) intervenue suite à la tenue du sommet de Copenhague en mars 1995, a pour but l'annulation de la dette extérieure des pays concernés en vue de favoriser le développement social, éliminer la pauvreté et l'exclusion, et promouvoir l'intégration sociale.

Le phénomène de la pauvreté ne cesse de susciter une grande attention. Pour preuve, nous pouvons citer la tenue du sommet mondial sur le développement humain durable à Johannesburg en septembre 2002 et le Nouveau Partenariat pour le Développement (NEPAD, 2005) dont l'objectif principal est la réduction de la pauvreté sur le continent africain.

Face à l'évolution du phénomène de la pauvreté, les pouvoirs publics disposent plusieurs moyens dont la politique budgétaire pour une orientation ciblée efficace et efficiente des ressources en vue de l'éradiquer. Fort de cela, nos réflexions ont porté sur le thème : « **La politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté au Bénin** ».

Il s'agit pour nous d'appréhender les emplois au niveau de la politique budgétaire et d'identifier les dépenses qui influent sur le bien-être des populations.

Le présent travail s'articule autour de trois chapitres. Le premier est consacré au cadre institutionnel de l'étude. Le cadre théorique et la méthodologie de l'étude feront l'objet du deuxième chapitre. Quant au troisième chapitre nous effectuerons une analyse de l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté au Bénin.



CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL

SECTION1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE

Cette section présente dans un premier paragraphe, la DGAE du MEFPD où nous avons effectué notre stage académique ; et dans le second paragraphe, la DPC qui nous a fournit des informations à propos de notre thème.

PARAGRAPHE1 : Présentation de la DGAE

Nous présentons dans cette partie la DGAE à travers ses attributions et sa structure organisationnelle.

A. Attributions de la DGAE

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du 11 mars 2005 portant attributions, organisation et fonctionnement du MFE, la DGE l'actuelle DGAE du MEF est chargée :

- De proposer des mesures de politiques économique et financière à court, moyen et long terme au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et de suivre leur mise en œuvre ;
- D'élaborer des informations prévisionnel les sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- D'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurances, sur la promotion du marché national d'assurances et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurances ;
- De proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration région ;
- De préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- De suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées ;
- De proposer des mesures et actions visant la promotion de l'économie et l'amélioration de l'environnement économique ;
- De surveiller et d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières nationales, régionales et internationales mises en œuvre pour en détecter les menaces et saisir les opportunités.

B. Structure organisationnelle de la DGAE

La DGAE comprend : la DPC, la DGCPE, la DIR, la DA, la DPE, et la DGR.

Outre ces Directions, il est rattaché à la DGAE, le SP du CNPE et du CNC et la CVEF. La DGAE dispose par ailleurs d'un Assistant, d'un Secrétariat Particulier, d'un SA et d'un SI.

PARAGRAPHE2 : Présentation de la DPC

Nous présentons dans cette partie la DPC à travers ses attributions et sa structure organisationnelle.

A) Les attributions de la DPC

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du 11 mars 2005 portant attributions, organisation et fonctionnement du MFEPD, la Direction de la Prévision et de la Conjoncture est chargée :

- De proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale ;
- De faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long termes sur les agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- De participer à l'élaboration, à l'analyse et à la prévision des agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- D'établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques ;
- D'alerter les autorités sur les impacts économiques liés aux modifications brutales de l'environnement sous-régional et international ;
- De suivre l'élaboration, l'analyse et la projection de la balance des paiements ;
- De procéder à des études et recherches sectorielles et macroéconomiques permettant une meilleure connaissance de l'économie nationale en liaison avec les autres départements ministériels ou institutions.

B) Structure organisationnelle de la DPC

La DPC comprend trois services que sont : le SPEF ; le SSBAC ; et le SES. Outre ces services, la Direction dispose d'un SA et d'un Bureau des Affaires Administratives et Financières.

SECTION2 : DEROULEMENT DU STAGE

Dans cette section, il sera question de mettre en relief les travaux effectués, les difficultés rencontrées et les suggestions y afférentes.

PARAGRAPH1 : Travaux effectués

Notre stage s'est déroulé à la Direction de la Prévision et de la Conjoncture de la DGAE. D'une part, nous avons principalement effectué des travaux de recherche d'ordre économique et financière. Elles ont porté sur l'actualité économique aussi bien nationale, régionale qu'internationale. D'autre part nous avons mené des réflexions sur la politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté dans le monde en général et au Bénin en particulier. Par ailleurs, la DGAE, averti de l'importance de l'analyse empirique dans la recherche et dans le but de renforcer nos capacités, a organisé des formations à notre endroit. Elles ont essentiellement porté sur l'utilisation du logiciel économétrique Eviews.

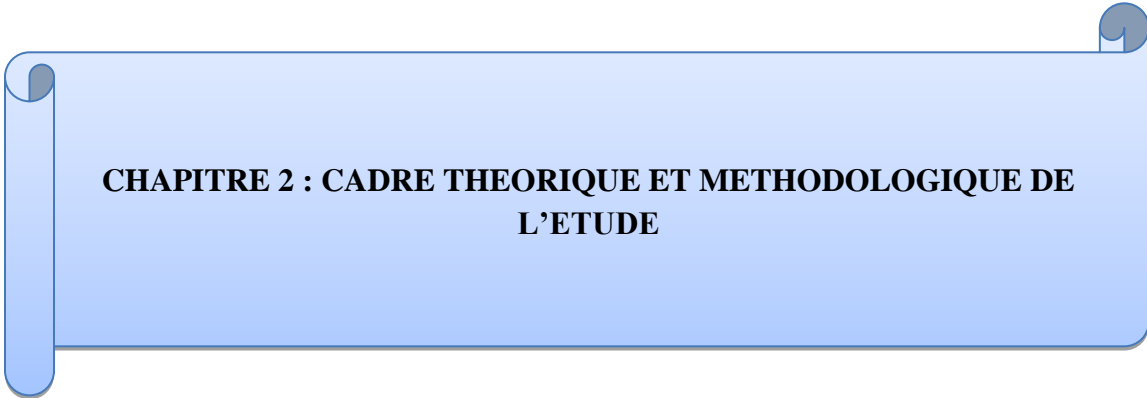
PARAGRAPH2 : Difficultés rencontrées et quelques suggestions

Difficultés rencontrées

Au cours de notre stage, nous avons été confrontés à d'énormes problèmes. La difficulté majeure était l'encadrement due au manque de personnels de l'administration et au manque de bureau pour accueillir les stagiaires d'Etat.

Quelques suggestions

Nous suggérons principalement une amélioration des conditions de travail qui passera notamment par la mise en place d'un bureau des stagiaires. Ceci permettra aux futurs stagiaires de mieux se concentrer sur leur travail.



**CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE
L'ETUDE**

SECTION1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES

Cette section retrace dans un premier paragraphe, la problématique de notre recherche ; et dans un second paragraphe, les objectifs et les hypothèses de recherche.

PARAGRAPHE1 : Problématique

La pauvreté est un phénomène souvent observé dans les pays en voie de développement comme le Bénin. En effet, les gouvernements qui se sont alternés à la tête du pays ont initié plusieurs programmes pour combattre ce fléau. Le pays a connu d'abord la mise en œuvre des PAS qui ont contribué au rétablissement des équilibres macroéconomiques et à l'amélioration des dépenses publiques jusqu'en 2000. Face à ces nombreux défis à relever, le Bénin à l'instar des autres pays pauvres s'est doté de plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté ces dix dernières années. Il faut citer : l'ENLTPS en 2000, le DSRP 2003-2005, la SRP 2007-2009 et la SCRП 2010-2014 tous visant l'atteinte des OMD dont le but recherché est de permettre aux pays pauvres de réaliser un développement humain durable et d'éradiquer la pauvreté, en réduisant de moitié le nombre des pauvres à l'horizon 2015. Selon le rapport du PNUD sur l'IDH 2010, le Bénin s'illustre à la 131^{ème} place sur les 169 pays étudiés alors qu'en 2009, il occupait la 161^{ème} place sur 182 pays. Le PIB par habitant tourne malheureusement autour de 1,127 dollars US depuis 2004. Ensuite, il y a eu la mise en œuvre de 2001 à 2006 de la SRP élaboré la vision des perspectives à l'horizon 2025. En dépit de tous ces efforts, la pauvreté monétaire n'a pas connu un recul très considérable jusqu'en 2006. Elle s'est plutôt aggravée avec un indice global allant de 28,5% en 2002 à 37,4% en 2006(EMICOV, INSAE 2007). En 2010, l'incidence de cette pauvreté en milieu rural est de 61,5% contre 34,1% en milieu urbain selon le rapport du PNUD sur l'évaluation des OMD au Bénin (PNUD, 2010).

En réponse à cette inégalité sociale, l'Etat béninois utilise comme moyen d'action la politique budgétaire qui s'explique par les dépenses publiques et les ressources de l'Etat. D'une part, les dépenses publiques en tant qu'un instrument de la politique macroéconomique, sont d'une importance capitale dans la réduction de la pauvreté surtout dans les pays où le revenu des populations est très faible et inéquitable comme le Bénin. L'exécution du budget et l'efficacité des dépenses publiques sont deux problèmes au Bénin, qui pourraient expliquer dans une large mesure la faible croissance économique et la persistance de la pauvreté. En particulier, d'après les résultats de l'examen des dépenses publiques, bien que les crédits budgétaires plus importants soient alloués aux secteurs, activités et investissements prioritaires, les faibles taux d'exécution du budget pourraient compromettre l'application des mesures prévues et détourner implicitement les ressources des secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'éducation et la santé vers les secteurs moins prioritaires.

D'autre part, les recettes fiscales en tant que second instrument de la politique budgétaire constituent la principale source d'entrée des ressources de l'Etat. En effet, Pour agir sur le niveau de la pauvreté, il revient à l'Etat de ne pas trop augmenter les taxes et douanes afin de rendre le climat des affaires favorables aux entreprises. Les entreprises n'ont pas seulement de ce fait le devoir de payer les taxes et douanes. Mais en retour elles doivent jouir de leurs droits en termes d'exonération des charges qui pèsent sur elles (subventions aux entreprises, réduction des taxes et douanes, crédit-bail...). Si l'Etat peut mener des actions dans ce sens, il y aura création de beaucoup de petites entreprises qui finiront par accroître l'assiette fiscale du pays. Et l'Etat aura enfin plus de ressources à sa disposition pour faire face aux dépenses sociales. En bref, les recettes fiscales contribuent à la réduction ou non de la pauvreté dans la mesure où elles sont revues soit à la baisse soit à la hausse.

Au vu de tout ce qui précède, notre recherche se propose de répondre à la question suivante : **Quel est l'impact de la politique budgétaire sur la pauvreté au Bénin ?** Pour mieux cerner les contours de cette question fondamentale, les questions spécifiques ci-après ont été définies :

- ✓ Quel est l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté au Bénin ?
- ✓ Quel est l'effet des recettes fiscales sur la pauvreté au Bénin ?

PARAGRAPHE2 : Objectifs et hypothèses de recherche

A) Objectifs

Dans l'idée de répondre à ces questions, l'objectif général de notre recherche est la suivante : **Analyser l'impact de la politique budgétaire sur les conditions de vie des ménages au Bénin.**

De cet objectif, on définit les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ Mesurer l'effet des dépenses publiques sur la pauvreté au Bénin.
- ✓ Mesurer l'effet des recettes fiscales sur la pauvreté au Bénin.

B) Hypothèses

Dans l'atteinte de ces objectifs, on élabore les hypothèses suivantes :

- ✓ Les dépenses publiques influencent positivement le niveau de réduction de la pauvreté.
- ✓ Les recettes fiscales affectent positivement le niveau de réduction de la pauvreté.

SECTION2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Cette section est scindée en deux paragraphes. Dans le premier paragraphe, nous ferons une revue de la littérature et dans le second paragraphe, nous présenterons la méthodologie de notre recherche.

PARAGRAPHE1 : Une revue de littérature

A-Clarification des concepts

❖ La notion de la politique budgétaire

La politique budgétaire constitue l'un des principaux leviers de la politique économique de l'Etat. Elle consiste à utiliser certains instruments tels que les dépenses publiques, l'endettement public et les prélèvements fiscaux pour influencer sur la conjoncture économique. Elle s'appuie sur l'élaboration du budget de l'Etat qui n'est rien d'autre que la prévision de l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année.

❖ La notion de la pauvreté

La pauvreté est un état de dénuement, un phénomène complexe, pluridimensionnel, ne pouvant être réduit à sa simple expression monétaire. Dans le rapport Vaincre la pauvreté humaine (2000) du PNUD, un encadré définit spécifiquement l'« extrême pauvreté », la « pauvreté générale » et la « pauvreté humaine ». Ainsi, une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels habituellement définis sur la base de besoins caloriques minimaux. Une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires tels que l'habillement, l'énergie, le logement et alimentaires. La pauvreté humaine, quant à elle, est présentée comme l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle.

B-Revue de littérature empirique

La lutte contre la pauvreté est l'une des préoccupations majeures des économistes. Depuis l'application des PAS et leurs échecs, lutter contre la pauvreté est devenu la priorité pour les institutions de Bretton Wood. Cette revue de littérature s'attachera à présenter les concepts de la politique budgétaire et son rôle dans la réduction de la pauvreté, ensuite montrer la pauvreté sous toutes ses formes, et les stratégies pour la combattre.

La politique budgétaire retrace deux notions principales et importantes, que sont les recettes et les dépenses publiques. La règle veut que les recettes et dépenses s'égalisent afin que le budget soit équilibré, un excédent ou un déficit selon les courants de pensée est applaudi ou décrié. Ces différentes conceptions ont donné naissance à une politique budgétaire qui utilise le solde budgétaire comme un instrument de politique économique en ce sens qu'il donne un reflet de l'activité économique. Ces différentes conceptions ont donné quatre approches de la politique budgétaire :

- Le budget cyclique (Myrdal, 1939) : le solde budgétaire déficitaire est souhaité s'il est étalé sur plusieurs années afin que les années excédentaires combrent les années déficitaires ;
- Le budget compensatoire (Lerner, 1943) : le budget doit compenser un écart (permanent), entre l'épargne et l'investissement d'une insuffisance chronique de l'investissement privé ;
- La politique budgétaire anticyclique utilise le rôle régulateur du budget et se repose sur le jeu des stabilisateurs automatiques publics en vue d'agir sur l'activité économique. Cette politique tend à se transformer en une politique conjoncturelle discrétionnaire ;
- L'approche keynésienne attribue un rôle au budget. Le solde budgétaire doit servir à la politique économique et selon les orientations politiques du moment, le budget doit relancer l'économie (budget en déficit) et budget d'austérité pour freiner l'activité économique.

Jusqu'à la crise de 1930, la gestion des finances publiques a eu pour principal objectif d'assurer le financement des services publics. Le volume des dépenses de l'Etat n'était considéré comme une variable susceptible d'influencer le niveau d'activité de l'économie. L'analyse de l'économiste britannique Keynes, a modifié cette conception soulignant l'impact de la politique budgétaire sur le niveau d'activité économique d'un pays.

Les recettes publiques proviennent de la politique fiscale. La fonction de la fiscalité est d'assurer le financement de la production des services traditionnels. Elle est utilisée pour réduire les disparités sociales grâce au recours à la progressivité des taux d'impositions, à divers abattements et déductions pour les charges personnelles et familiales. Ainsi, l'Etat doit utiliser son pouvoir de taxation, de dépense et d'endettement pour réaliser une allocation des ressources.

Les recettes publiques financent les dépenses de l'Etat, qui sont du secteur public engagées en vue d'un intérêt public. Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'Etat pour son fonctionnement et celles orientées vers les secteurs prioritaires (sociaux, sécurité) pour l'amélioration du bien-être des populations.

De Janvry et al (1991), Demery (1992), Lipton et Ravallion (1993) et Aho et al (1997) ont tous montré l'impact social des dépenses publiques. Ils ont montré que les dépenses publiques permettent d'accroître la productivité et les profits des facteurs et par conséquent d'augmenter les revenus des ménages. Il ne faut surtout pas omettre de préciser que la dépense publique dépend de la politique budgétaire. Le budget devient donc un instrument d'exécution de la politique gouvernementale, principalement dans le domaine économique et social, car l'Etat par l'intermédiaire de son budget essaie de réduire l'inégalité de richesse, mais aussi de régulariser la croissance économique. La liaison ainsi ressortie permet de voir que la politique budgétaire a son rôle dans la lutte contre la pauvreté. Les dépenses publiques jouent un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté. Les effets de la politique budgétaire peuvent être appréhendés à travers le schéma ci-dessous.

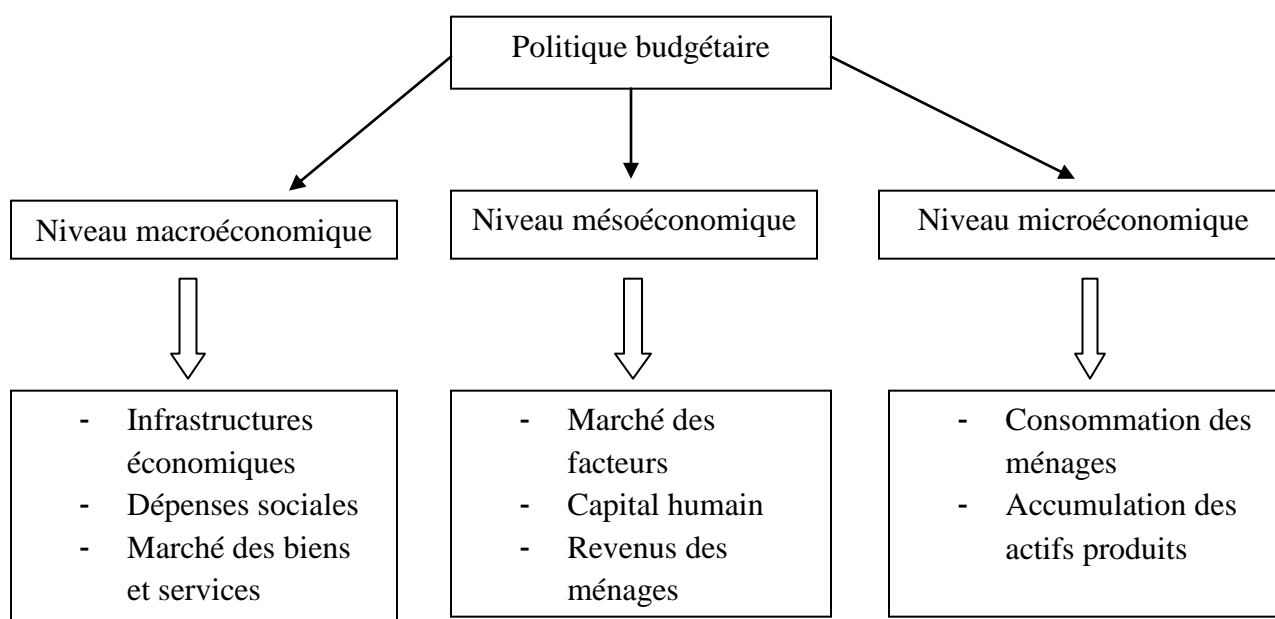


Figure 1 : Effets de la politique budgétaire sur les ménages

Source : Demery (1992) et Aho et al. (1997)

En effet, ces dépenses publiques sont, avant tout, insérées dans une politique budgétaire qui a des effets sur les conditions de vie des ménages, lesquelles conditions de vie déterminent la catégorie sociale des ménages et les classent pour la grande majorité chez les pauvres. Plusieurs travaux ont été réalisés pour apprécier l'impact des dépenses sur la pauvreté. Nous présentons ici quelques uns à même d'orienter les résultats de cette étude. Globalement, ces travaux mettent en exergue le rôle crucial que jouent la recherche agricole, l'éducation et les infrastructures dans la réduction de la pauvreté en particulier rurale. Ainsi, Fan, Hazzel et Thorat (2000) ont examiné les effets de différents types de dépenses publiques sur la pauvreté et la productivité en Inde. Les résultats montrent que

pour réduire significativement la pauvreté, le Gouvernement indien devrait donner la priorité à la construction de routes rurales et à la recherche agricole. L'impact positif des dépenses d'éducation se classe en troisième position. Les autres dépenses telles que celles liées à l'irrigation, à la conservation de l'eau, à la santé et au développement rural n'ont eu que des effets modestes sur la pauvreté rurale.

En Ouganda, Fanet al, (2004) ont estimé les effets des dépenses publiques sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté rurale. Se basant sur des estimations économétriques d'équations simultanées avec des données statistiques des préfectures, l'étude montre que les dépenses publiques dans la recherche et l'extension agricole ont significativement et positivement affecté la production agricole du pays. Ce type de dépense a aussi le plus important effet sur la réduction de la pauvreté. L'étude montre également que les dépenses en infrastructures, notamment les routes, ont un effet important sur la réduction de la pauvreté. S'agissant de l'éducation et de la santé, l'effet des dépenses dans l'éducation sur la pauvreté rurale est positif tandis que les dépenses dans le secteur de la santé ne semblent pas avoir un effet significatif sur la pauvreté rurale, certainement en raison des erreurs de mesure liées à cette variable.

La relation entre les investissements publics et la pauvreté a été également analysée pour le cas de la Thaïlande (Fan et al (2004), de la chine et de l'Inde (Fan et Thorat (2007)). Ces différentes études sont parvenues aux mêmes conclusions, en particulier le rôle crucial que jouent la recherche agricole, l'éducation et les infrastructures dans la réduction de la pauvreté. Elles ont également mis en exergue l'effet différencié des différents types d'investissements publics sur la pauvreté.

Ngandu et al (2010), ont analysé les effets des dépenses d'infrastructure en Afrique du Sud à l'aide de la méthode SPA. Cette étude visait l'analyse des effets économiques d'un important programme de construction d'infrastructures que le Gouvernement sud-africain s'apprêtait à mettre en œuvre. Il s'agissait aussi pour les auteurs de mettre en lumière les canaux par lesquels les dépenses d'infrastructures affecteraient l'économie. L'étude montre que le secteur de la construction est un bon choix pour une injection de liquidité du fait de ses effets simultanés sur les autres branches d'activité et les ménages.

Ardnt et al (2011) ont analysé la relation entre la structure de l'économie et la réduction de la pauvreté en comparant les économies du Mozambique et du Vietnam. Partant du constat que les performances économiques de ces deux pays sont similaires en termes de croissance économique et de sa composition, les auteurs, sur la base des résultats de l'analyse SPA, montrent que la structure de l'économie vietnamienne conduit à une réduction de la pauvreté. Pour une croissance donnée de l'économie, l'effet de cette croissance ressenti sur les ménages vietnamiens est supérieur à celui des

ménages mozambicains. Le niveau d'éducation, le commerce extérieur et le système de transport sont ressortis comme les contraintes majeures à la croissance au Mozambique.

Savard et Adjovi (1998) ont montré à l'aide d'un modèle d'équilibre générale calculable (MEGC) pour le Bénin que la réduction des dépenses de santé et d'éducation contribue non seulement à la contraction de la croissance économique mais aussi à une réduction du revenu des ménages. En conséquence, la pauvreté augmente. Au contraire, la réduction des dépenses hors celles de la santé et de l'éducation ainsi que la baisse des salaires affectent faiblement la croissance économique.

Akapan et Ekpo (2009) se sont intéressés aux effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté dans les Etats du Sud-est du Nigéria. Les objectifs visés par ces auteurs sont : analyser l'impact de la pauvreté sur le développement humain ; examiner les implications des allocations budgétaires et évaluer l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté. Ces investigations ont été réalisées sur la base des méthodes non paramétriques. Les données utilisées proviennent à la fois des sources primaires et secondaires. L'étude montre que malgré les nombreuses initiatives publiques et les différents programmes de réduction de la pauvreté, l'incidence de la pauvreté reste élevée.

D'un point de vue économique, la pauvreté se traduit par une faible dotation en capital physique, humain et financier, l'exclusion d'une frange importante des forces de travail de la nation, une productivité du travail réduite, une déperdition des capacités de production. L'inégalité ou l'absence d'accès aux connaissances technologiques nécessaires à l'utilisation de ce capital, du choix individuel des gens quant à l'allocation du temps entre le travail et le loisir, l'arbitrage entre consommation et l'épargne et enfin l'inégalité des chances de s'en sortir (Maïga, 1999).

Le combat de la pauvreté s'est engagé depuis longtemps avec d'illustres économistes et des institutions internationales. Des plans et stratégies de lutte ont été créés, certains des points convergent tandis d'autres se contredisent.

Selon l'idée pessimiste de R. Malthus, secourir les pauvres, c'est multiplier la pauvreté. En effet, pour lui, la réduction de la pauvreté est difficile puisque l'explosion démographique évolue de façon géométrique tandis que la progression des ressources suit un rythme arithmétique. Par conséquent, les lois sur les pauvres et l'assistance sont condamnées à un échec car elles favorisent la multiplication des plus pauvres. Il reconnaîtra plus tard que le progrès technique s'accompagne de revenus élevés. Sa stratégie de lutte est la limitation des naissances. Toutefois, il défend l'idée de

l'école gratuite et obligatoire car les lumières apportées au peuple sont la meilleure façon de lutter contre la pauvreté.

Adam Smith a fait une importante contribution en expliquant la relation entre croissance et la pauvreté, prétend que celle-ci pourrait se résorber en adoptant des politiques appropriées et en favorisant la croissance économique. Il pense que l'économie moderne a besoin de division de travail, mais qu'elle risque de diminuer les opportunités d'emploi des travailleurs pauvres et d'aggraver la pauvreté. Pour éviter cela, il a suggéré à l'Etat de fournir des moyens permettant d'adapter la main d'œuvre au marché du travail (Aho et al, 1997).

David Ricardo a pour sa part soutenu que le progrès techniques s'accompagne de salaire élevés et d'un déplacement de la main d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs de l'économie, permettant de ce fait l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres.

Pour Samuelson, les politiques de lutte contre la pauvreté s'articulent autour de deux points : l'Etat providence (pour assurer un niveau minimum) et les programmes de garantie des revenus.

La plupart des débats sur la lutte contre la pauvreté mettait l'accent sur le capital humain. Smith considérait que de meilleurs soins permettent d'élever et la capacité de travail et le niveau des salaires qui améliorait la condition de vie des travailleurs. Les classiques préconisent des subventions à l'éducation de base qui permettent une meilleure formation et qui font croître la productivité et les initiatives privées.

A partir des années 40, les stratégies de lutte contre la pauvreté ont pris une nouvelle tournure tout en ayant des similarités avec les anciennes. Ces politiques préconisaient nécessaire de faire jouer à l'Etat un rôle dans la redistribution des richesses entre les agents économiques. Cette fonction de l'Etat s'est traduite par l'apparition du concept d'Etat-providence. Richard Musgrave, dans son ouvrage fondateur de 1959 *Theory of public finance*, propose la distinction entre les «trois grands domaines» de l'intervention publique :

- ❖ La politique de stabilisation, qui vise à atteindre ou restaurer l'équilibre quand, au niveau existant, les plans d'offre et de demande globales des agents économiques ne concordent pas sur le marché (ou du moins ne concordent pas assez vite)
- ❖ La politique d'allocation de ressources qui vise à modifier l'équilibre atteint au niveau de prix existant car cet équilibre ne remplit pas les conditions d'optimalité en raison de défaillances allocatives du marché.

- ❖ La politique de redistribution dont l'objectif est de modifier, par des transferts de droits de propriété, la répartition des ressources initiales des agents afin que la société atteigne un état d'équilibre optimum autre, plus conforme à des normes préalablement définies de justice sociale.

Dans les années 60, les actions de lutte contre la pauvreté portaient entre autres sur les réformes financières, l'éducation de masse, l'amélioration des soins de santé. A cette époque, on accordait peu d'attention à la croissance agricole comme moyen de lutte contre la pauvreté. Jusqu'au milieu des années 70, les objectifs des programmes de lutte contre la pauvreté tournait autour du concept de redistribution des richesses.

A Naïrobi en 1973, il a été demandé de revoir les priorités en matière d'aide au développement. L'aide au développement doit maintenant se tourner vers les projets de développement rural pour aider les plus démunis. Ces interventions doivent cibler l'agriculture, l'éducation, la santé, etc.

Cette orientation stratégique opérée par les institutions de Betton Woods est le fruit d'une réflexion en profondeur dont l'origine tient à l'aggravation de la pauvreté dans de nombreux pays en développement dans un contexte marqué par l'échec des PAS remettant en cause la légitimité de ces institutions. Face aux critiques, un salut qualitatif a été fait pour mieux lutter contre la pauvreté. De cette réorientation découle deux courants de pensée qui ont leurs forces et faiblesses.

La première de ces approches est celle de la BM, qui est l'approche de la croissance du revenu. Cette approche suggère de se concentrer sur l'augmentation des revenus et de laisser les individus choisir librement l'allocation optimale des ressources selon leurs préférences. Elle est fondée sur le développement humain, la promotion de la croissance et la mise en place de filets de sécurité. L'investissement et le filet de sécurité sont au centre de la lutte car ils permettent d'atténuer les conséquences les plus graves de la pauvreté. La croissance est la clé de la voûte d'une politique de lutte contre la pauvreté. La croissance passe par l'accès des pauvres aux facteurs de production à des conditions simples, l'accroissement des facteurs de l'agriculture et du secteur informel. La limite de cette approche est que l'augmentation du revenu des ménages ne se traduit pas nécessairement par une amélioration des conditions de vie et par un meilleur accès aux services de base.

La seconde approche, est celle du PNUD, qui est une approche en termes de besoins essentiels qui privilégient la fourniture des services sociaux de base. Elle se fonde sur le développement humain qui est un processus qui conduit à élargir la gamme des possibilités d'épanouissement qui s'offrent à

chacun dans la société. Trois possibilités revêtent une importance capitale pour la réalisation de nombreuses autres, à savoir : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux services nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. L'indicateur du développement humain qui l'IDH, est meilleur que les autres indicateurs. Mais, il n'en demeure pas moins qu'il reste déficient et imparfait puisqu'il ne capte pas la réalité et il ne prend pas en compte certains éléments d'appréciation tels que le niveau de démocratisation, la bonne gouvernance, etc. Cette approche a le mérite de promouvoir l'accès des populations aux services sociaux de base, mais ne tient pas compte des préférences de celle-ci. Elle est aussi coûteuse dans son application.

Les deux approches précédemment abordées (celles des institutions de Betton Woods) seront celles sur lesquelles notre étude s'appuiera, les autres analyses développées plus haut viendront en soutien à notre étude.

PARAGRAPH2 : L'approche méthodologique

Dans cette étude, la méthodologie adoptée permet de faire une étude économétrique qui mettra en évidence la contribution de la politique budgétaire à la réduction de la pauvreté.

A) Source des données

En ce qui concerne la collecte des données, elle vise à recueillir une majorité de documents pour la compréhension des différents secteurs de l'économie béninoise ainsi que les données nécessaires à l'estimation des modèles. A cet effet, les principales sources ci-après ont été identifiées :

- les centres de recherches et de documentation (FASEG, DGAE) pour toutes les informations spécifiques relatives à la question ;
- le MEFPD, par le biais de ses directions techniques, notamment la DGAE, pour la collecte des données relatives à l'investissement privé.
- l'INSAE pour la collecte des données relatives au PIB;
- l'outil internet ayant permis l'accès à quelques documents de recherches présentés dans les références bibliographiques.

B) Présentation et justification du choix des variables explicatives

La santé, l'éducation et les infrastructures sont les principaux facteurs explicatifs de la pauvreté d'après les études économétriques sur la pauvreté. L'étude présente cherchera à prouver, de

manière indirecte, si les dépenses publiques totales qui permettent l'amélioration de la qualité de la santé, de l'éducation, et des infrastructures de base ont réellement permis de réduire la pauvreté.

Pour atteindre l'objectif cité plus haut, les dépenses publiques seront subdivisées en plusieurs catégories. Ainsi, il sera déterminé l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté. Nous chercherons également à voir si les dépenses publiques, en particulier sociales, influencent le niveau de la pauvreté. Le choix des variables endogènes s'explique par l'impact direct qu'ils ont sur le mode et le niveau de vie des populations. Pour notre part, les dépenses publiques surtout sociales améliorent les conditions d'existence des populations.

C) Spécification du modèle

Le modèle de Koyck inspirera nos travaux pour apprécier l'impact des dépenses et les recettes publiques sur le niveau de la pauvreté tel que l'IDH, comme variable endogène, les dépenses en agriculture, en éducation, en santé, en infrastructures productives et en plus les recettes fiscales et l'aide publique au développement comme des variables exogènes. La formulation du modèle part nécessairement d'une fonction de production de type Cobb-Douglas qui exprime l'IDH en fonction du volume de travail et du capital.

$$\mathbf{IDH}=\mathbf{AK}^{\alpha}\mathbf{L}^{\beta}$$

Avec **IDH** = Indice de développement humain; **K** = Capital ; **L**= Travail et **A** =facteur technologie

α et **β** sont les élasticités de la production aux différents facteurs de production tel que $\alpha + \beta = 1$. En adoptant une spécification pour le Bénin nous avons le modèle ci-après :

$$\mathbf{LogIDH}_t=\alpha_0+\alpha_1\mathbf{logDA}+\alpha_2\mathbf{logDE}+\alpha_3\mathbf{logDS}+\alpha_4\mathbf{logDINP}+\alpha_5\mathbf{logRF}+\alpha_6\mathbf{logAPD}+\varepsilon_t.$$

Où ε_t étant le terme d'erreur.

Les signes attendus pour chaque variable sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Signe attendu des variables de l'étude

Variabiles	Coefficients	Description	Modalités	Signes attendus
DA	α_1	Dépenses publiques en agriculture	Milliards	+
DE	α_2	Dépenses en éducation	Milliards	+
DS	α_3	Dépenses en santé	Milliards	+
DINP	α_4	Dépenses en infrastructures productives	Milliards	+
RF	α_5	Recettes fiscales	Milliards	+
APD	α_6	Aide publique au développement	Milliards	+

D) Techniques d'analyse des données

La technique d'analyse utilisée pour le traitement des données dans le cadre d'une étude scientifique est basée sur l'utilisation de plusieurs tests. C'est l'estimation d'un modèle. Nous utiliserons le logiciel EVIEWS7 dans la mise en œuvre des différentes étapes du travail.

Test de stationnarité des séries (variables)

Les données de l'étude sont des séries temporelles. On est donc amené à étudier leurs caractéristiques stochastiques afin de déterminer si elles sont stationnaires ou non. Par définition une série temporelle est stationnaire lorsque sa moyenne et sa variance sont des constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépend que de la distance ou écart entre ces deux périodes et non pas du moment auquel la covariance est calculée. D'après Quinet(1960), un processus est stationnaire si la loi qui régit chacune des variables aléatoires est dépendante du temps.

Plus précisément, il s'agit de faire le test de racine unitaire sur ces séries. Pour cela, on effectue le test amélioré de Dickey Fuller. Ce test permet, non seulement de détecter l'existence d'une tendance (test de racine unitaire), mais aussi de déterminer la meilleure manière de rendre stationnaire une chronique.

La mise en œuvre de ce test(DickeyFullerAugmenté) passe par trois différents modèles de base que sont :

Modèle1 : Modèle sans constante ni tendance déterministe.

$$X_t = \lambda X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \gamma_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Modèle2 : Modèle avec constante et sans tendance déterministe

$$X_t = \lambda X_{t-1} + \alpha + \sum_{j=1}^p \gamma_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Modèle3 : Modèle avec constante et tendance.

$$X_t = \lambda X_{t-1} + \alpha + \beta t + \sum_{j=1}^p \gamma_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Dans ces trois modèles, ε_t est l'erreur à l'instant t , X_t est la valeur de la série à la période t et

$$\varepsilon_t \sim \text{bb} (0, \sigma^2)$$

On teste alors l'hypothèse nulle H_0 contre l'hypothèse alternative H_1 en se référant aux valeurs tabulées par l'ADF. Les hypothèses du test sont formulées comme suit :

$$\begin{cases} \mathbf{H0 : présence de racine unitaire} \\ \mathbf{H1 : absence de racine unitaire} \end{cases}$$

La règle de décision est la suivante :

- si la valeur calculée de la t-statistique associée à λ est inférieure à la valeur critique tabulée, on rejette l'hypothèse nulle de racine unitaire : la série étudiée est donc stationnaire ;
- si la valeur calculée de la t-statistique associée à λ est supérieure à la valeur critique tabulée, on ne rejette pas l'hypothèse nulle de non stationnarité.

Il convient en effet d'appliquer le test de Dickey Fuller sur un des trois modèles.

Pour cela, on adopte une approche séquentielle en trois étapes.

1^{ère} étape :

On estime le modèle 3. On commence par tester la significativité de la tendance en se référant aux tables de l'ADF. Deux cas peuvent se présenter :

*si la tendance n'est pas significative, on passe à l'étape2 ;

*si la tendance est significative, on teste l'hypothèse nulle de racine unitaire en comparant la t-statistique de λ aux autres valeurs tabulées par l'ADF. On a deux possibilités :

- si l'on ne rejette pas l'hypothèse nulle, X_t est non stationnaire. Dans ce cas, il faut la différencier et recommencer la procédure de test sur la série en différence première ;

- si l'on rejette l'hypothèse nulle, X_t est stationnaire en trend. Dans ce cas, la procédure de test s'arrête et l'on peut travailler sur la série X_t (mais en enlevant le trend).

2^{ème} étape :

Cette étape ne doit être appliquée que si la tendance dans le modèle précédent n'est pas significative. On estime le modèle 2 et on commence par tester la significativité de la constante :

*si la constante n'est pas significative, on passe à l'étape 3 ;

*si la constante est significative, on teste l'hypothèse nulle de racine unitaire :

- si l'on ne rejette pas l'hypothèse nulle, X_t est non stationnaire. Dans ce cas, il faut le différencier et recommencer la procédure du test sur la série en différence première ;
- si l'on rejette l'hypothèse nulle, X_t est stationnaire et la procédure de test s'arrête. On peut alors travailler directement sur la série traitée.

3^{ème} étape :

Celle-ci ne doit être abordée que si la constante dans le modèle précédent n'est pas significative. On estime alors le modèle 1 et on teste l'hypothèse nulle de racine unitaire en utilisant les valeurs critiques :

- si l'on ne rejette pas l'hypothèse nulle, X_t est non stationnaire ; il faut donc le différencier et tester la stationnarité de la série en différence première;
- si l'on rejette l'hypothèse nulle, la série est donc stationnaire et la procédure de test s'arrête.

Cointégration

La théorie de Cointégration permet d'étudier des séries non stationnaires mais dont une combinaison linéaire est stationnaire.

Elle permet aussi de spécifier des relations stables à long terme tout en les analysant conjointement la dynamique de court terme des variables considérées. La présence d'une relation d'équilibre entre les variables est testée formellement à l'aide de procédures statistiques dont les plus utilisées sont celles d'Engle et Granger (1987) et de Johansen (1988). La condition d'utilisation du test de Johansen est liée au fait que toutes les variables doivent être du même ordre d'intégration.

L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

{ H_0 : Il y a présence de relation de cointégration
{ H_1 : Il a absence de relation de Cointégration

La règle de décision est la suivante :

On accepte l'hypothèse H_0 si la valeur du maximum de vraisemblance est supérieure à la valeur critique au seuil de 5% ($\text{likelihood ratio} > \text{critical value } 5\%$).

On accepte l'hypothèse H_1 si la valeur du maximum de vraisemblance est inférieure à la valeur critique au seuil de 5% ($\text{likelihood ratio} < \text{critical value } 5\%$).

Deux tests de cointégration sont généralement utilisés : le test de Johansen et celui d'Engle et Granger.

Le test d'Engle et Granger

Ce test se fait en deux étapes :

- la première étape consiste à estimer le modèle de long terme à partir des variables intégrées du même ordre dans le modèle par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).
- La seconde étape consiste à récupérer les résidus de la relation de long terme et à tester leur stationnarité. Lorsque les résidus sont stationnaires, la relation de cointégration est acceptée et on estime par les moindres carrés ordinaires (MCO) la relation de court terme du modèle dynamique.

Le test de Johansen

Le test de cointégration développé par Johansen en 1888 est basé sur le rang de la matrice des coefficients du vecteur des variables d'intérêts (Y) à leur plus grand retard dans le modèle.

En effet si pour un processus, il n'existe qu'une relation de cointégration, la méthode de Johansen et celle d'Engle et Granger sont équivalentes. Mais s'il existe plus d'une relation de cointégration ce n'est plus le cas et Johansen propose contrairement à la méthode à deux étapes, une estimation jointe des paramètres de court et de long terme. Le test de Johansen comporte un test portant sur la trace et un autre sur les valeurs propres maximales. Le test de la trace sera effectué en supposant l'absence de tendance dans la relation de cointégration et la présence d'une constante dans le modèle à correction d'erreur (MCE).

Modèle à Correction d'Erreur(MCE)

Le modèle à correction d'erreurs(MCE) a pour objectif de retirer la liaison commune de Cointégration d'une part et d'autre part, de rechercher la liaison réelle entre les variables. Autour de la relation de long terme, le MCE permet d'intégrer les fluctuations de court terme. Le résidu qui doit être négatif, rend compte d'une force de rappel vers l'équilibre de long terme. Lorsque des séries sont non stationnaires et cointégrées, il convient d'estimer leurs relations au travers d'un Modèle à Correction d'Erreur(MCE). Engel et Granger(1987) ont démontré que toutes les séries cointégrées peuvent être représentées par un MCE. La méthode se déroule en deux étapes selon la procédure ci-après :

1^{ère} étape

On estime le modèle de long terme entre les variables cointégrées du modèle et on génère les résidus du modèle. On effectue en suite le test de stationnarité sur les résidus.

2^{ème} étape

$$Y_t = \beta + \lambda X_t + \varepsilon_t$$

Les résidus recueillis sont retardés d'une période et introduits dans le modèle de court terme.

$$Y_t = \alpha_1 X_t + \alpha_2 \varepsilon_{t-1} + \varepsilon_t$$

Une condition nécessaire mais non suffisante pour la validation du modèle estimé est l'obtention d'un coefficient (α_2) nommé force de rappel vers l'équilibre, il doit être significatif et compris entre -1 et 0 pour la variable résidus.

Le Modèle à Correction d'Erreur est un modèle qui intègre à la fois les évolutions de court terme autour d'un équilibre de long terme.

Après l'étude de la nature des variables (séries), il sera procédé à l'estimation du modèle. Celle-ci sera mise en œuvre à l'aide du logiciel EVIEWS. Le but visé est de pouvoir quantifier la contribution de la politique budgétaire à la réduction de la pauvreté.

Après l'estimation du modèle, il convient de vérifier sa validité du point de vue statistique. Celle-ci s'appuie sur trois principaux tests. Il s'agit notamment du test de Breusch-Godfrey d'autocorrélation des erreurs, celui de White d'hétéroscédasticité des erreurs et le test de normalité des erreurs.

Tests de validation du Modèle

La validation du modèle passe par plusieurs étapes : l'analyse de la significativité des coefficients, l'analyse de la significativité globale du modèle, les tests sur les résidus (autocorrélation, normalité, hétéroscédasticité) et les tests sur la stabilité du modèle.

Analyse de la significativité des coefficients

L'analyse est faite du point de vue de la qualité globale d'une part et celle de la qualité individuelle d'autre part. L'appréciation de la qualité globale se fait avec la statistique de Fisher qui indique si les variables explicatives ont une influence sur la variable à expliquer. Les hypothèses sont les suivantes : H_0 : tous les coefficients du modèle sont nuls et H_1 : il existe au moins un coefficient non nul. Il suffira de comparer la probabilité associée à la statistique de Fisher au seuil de 5% retenue. Dans le cas où la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure à 5%, on rejette H_0 au profit de H_1 selon laquelle la régression est globalement significative.

Test d'hétéroscédasticité des erreurs (test de White)

Ce test permet de savoir s'il y'a hétéroscédasticité des résidus du modèle et de détecter son origine. A cet effet, il régresse le carré des résidus en fonction des carrés des variables du modèle. La décision du test est basée sur la statistique de Fisher du modèle estimé. L'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs est acceptée si la probabilité affichée est supérieure à 5%.

Test de significativité du modèle

Le coefficient de corrélation linéaire : le coefficient de détermination R^2 mesure la proportion de la variance de la variable dépendante (produit intérieur brut) expliquée par la régression de Y sur la matrice des variables explicatives X (dépenses d'éducation, dépenses de santé, etc). L'appréciation et la qualité de l'ajustement que l'on a de R^2 doivent être tempérées par le degré de liberté de l'estimation. Quand le degré de liberté est faible, le nombre d'observation comparé au nombre de facteur explicatifs par le calcul d'un R^2 consignées le test de Fischer (F-Statistic). Sous Eviews un modèle est globalement significatif lorsque la probabilité (F-Statistic) est inférieure à 5%.

Test d'autocorrélation

Pour vérifier si les erreurs sont autocorrélées ou non, nous avons réalisé le test de Breusch-Godfrey. La statistique de Breusch-Godfrey, donnée par $BG = nR^2$ suit un khi-deux à p degré de

liberté où p représente le nombre de retard des résidus, le nombre d'observations et R^2 le coefficient de détermination. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante:

$$\begin{cases} H_0 : \text{les erreurs sont corrélées} \\ H_1 : \text{les erreurs sont noncorrélées} \end{cases}$$

La règle de décision est la suivante :

On accepte l'hypothèse de corrélation des erreurs (H_0) si probabilité est inférieure à 5%

On accepte l'hypothèse de non corrélation des erreurs (H_1) si probabilité est supérieure à 5%.

Test de CUSUM

Brum, Durbin, Evan sont proposé en 1975 des tests de stabilité des coefficients basés sur des résidus récurrents. Ces tests sont des graphiques permettant d'accepter ou non l'hypothèse de stabilité. L'intérêt de ces tests réside dans le fait qu'ils permettent d'étudier la stabilité d'une régression sans définir à priori la date sur les coefficients. Ces tests résolvent le choix arbitraire du point de rupture du test de Chow. Si la courbe des observations sort du cordon, les coefficients du modèle sont instables. Dans le cas contraire les coefficients du modèle sont stables.

Test de normalité de Jarque-Bera

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs joue un rôle essentiel car elle va préciser la distribution statistique des estimateurs. C'est grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. L'hypothèse de normalité peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle. L'étude de la normalité des termes d'erreurs nous conduit à mettre en œuvre le test de normalité de Jarque-Bera comme suit :

$$\begin{cases} H_0 : \text{la distribution normale} \\ H_1 : \text{la distribution n'est pas normale} \end{cases}$$

La règle de décision est :

On rejette l'hypothèse de normalité si $JB \geq 5,99$ ou de manière équivalente probabilité $\leq 5\%$.

On accepte l'hypothèse de normalité si $JB < 5,99$ ou de manière équivalente probabilité $> 5\%$.

**CHAPITRE 3 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA POLITIQUE
BUDGETAIRE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE AU BENIN**

Ce chapitre est consacré à l'estimation du modèle économétrique permettant d'évaluer les impacts de la politique budgétaire sur la lutte contre la pauvreté. Il s'agit en réalité de voir l'effet de la politique budgétaire sur la lutte contre la pauvreté au Bénin.

SECTION 1 : ANALYSE DESCRIPTIVE DES VARIABLES DE L'ETUDE

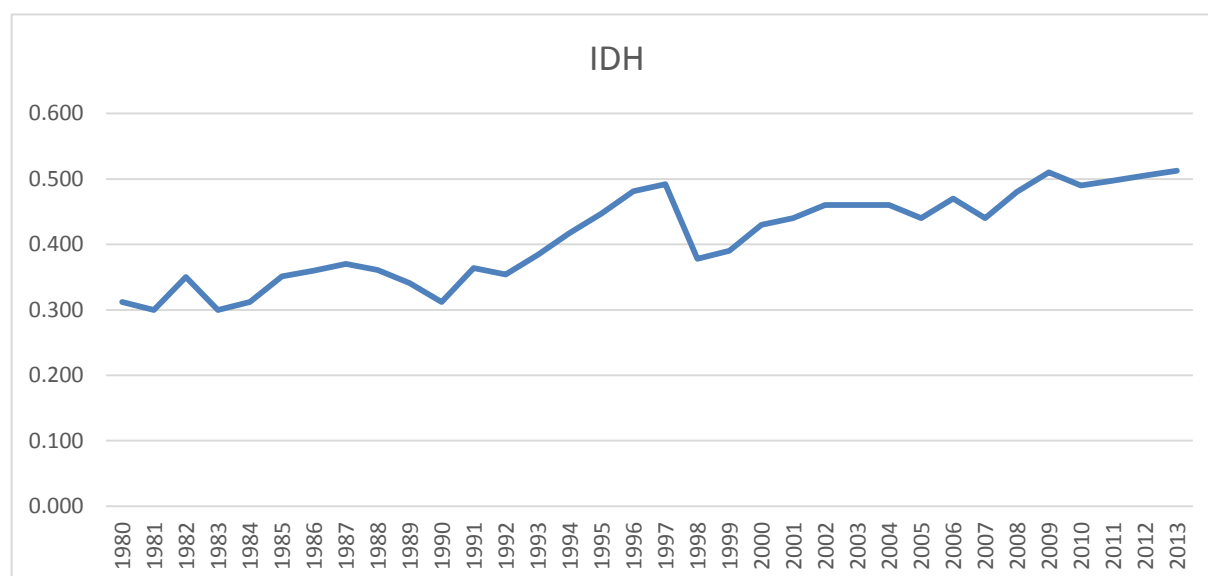
Dans cette section, nous ferons une analyse descriptive des variables tout en éditant les tableaux et les graphiques pour montrer leur évolution sur un certain nombre d'années.

PARAGRAPHE1 : Analyses descriptives des variables de l'étude

Statistiques descriptives sur les variables

	IDH	DA	DE	DS	DINP	RF	APD
Moyenne	0,410912	1.54E+10	6.73E+10	3.38E+10	6.70E+10	2.18E+11	1.46E+11
Médiane	0,423500	1.36E+10	3.60E+10	3.03E+10	6.32E+10	1.51E+11	1.35E+11
Maximum	0,512626	3.71E+10	2.48E+11	6.11E+10	1.22E+11	6.68E+11	3.75E+11
Minimum	0,300000	2.76E+09	1.09E+10	1.63E+10	2.81E+10	2.93E+10	1.86E+10
Ecart-type	0,068436	7.77E+09	7.01E+10	1.33E+10	2.42E+10	1.96E+11	1.02E+11

Graphique 1: Evolution de l'Indice de Développement Humain



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

L'IDH a connu une évolution en dents de scie entre 1980 et 1992, et a subi une rapide progression à partir de 1993, passant de 0,354 à 0,492 en 1997. Il a ensuite connu une baisse rapide de 1997 à 1998, période au cours de laquelle il passe à 0,378. Enfin, on note une augmentation continue de l'IDH de 1999 à 2013, passant 0,390 à 0,513. Ce qui traduit une amélioration du niveau de vie de la population béninoise.

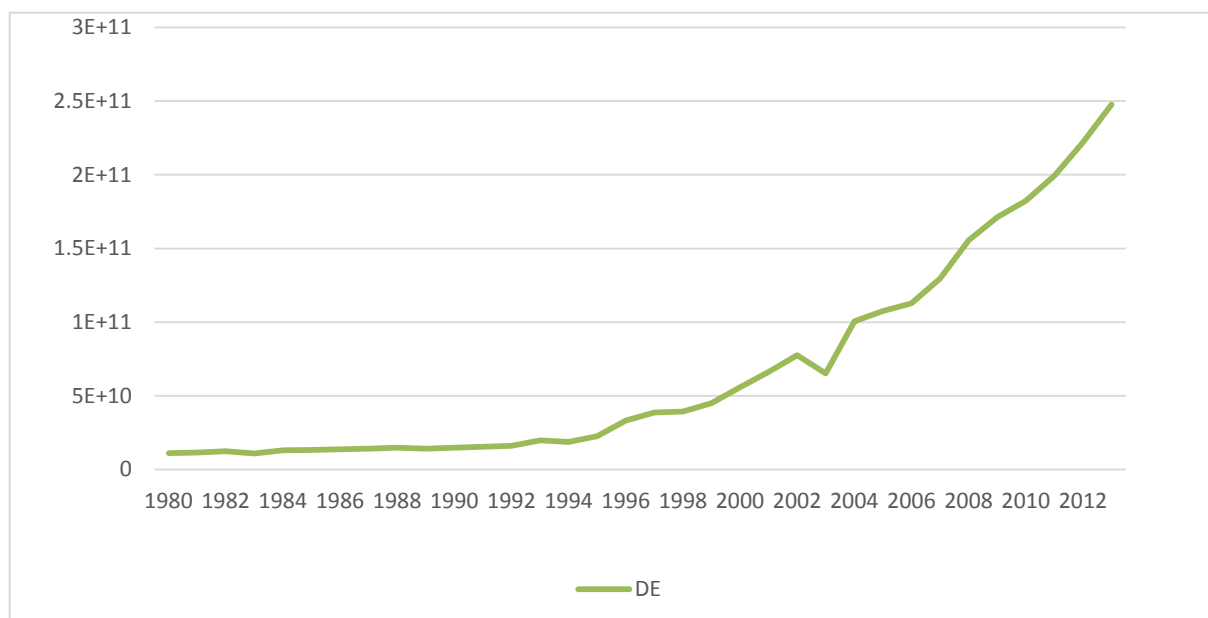
Graphique 2: L'évolution des dépenses publiques en agriculture (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

D'après ce graphique, les DA suit une évolution en dents de scie. Les dépenses publiques effectuées dans le secteur agricole pendant la période 1980-1984, passent de 27640000000 FCFA à 115771000000 FCFA. De même, entre 2007- 2008 et 2009 à 2013 on note une croissance des dépenses agricoles passant respectivement de 13771806000 à 28150099786 FCFA et 22762300000 à 37060804193 FCFA.

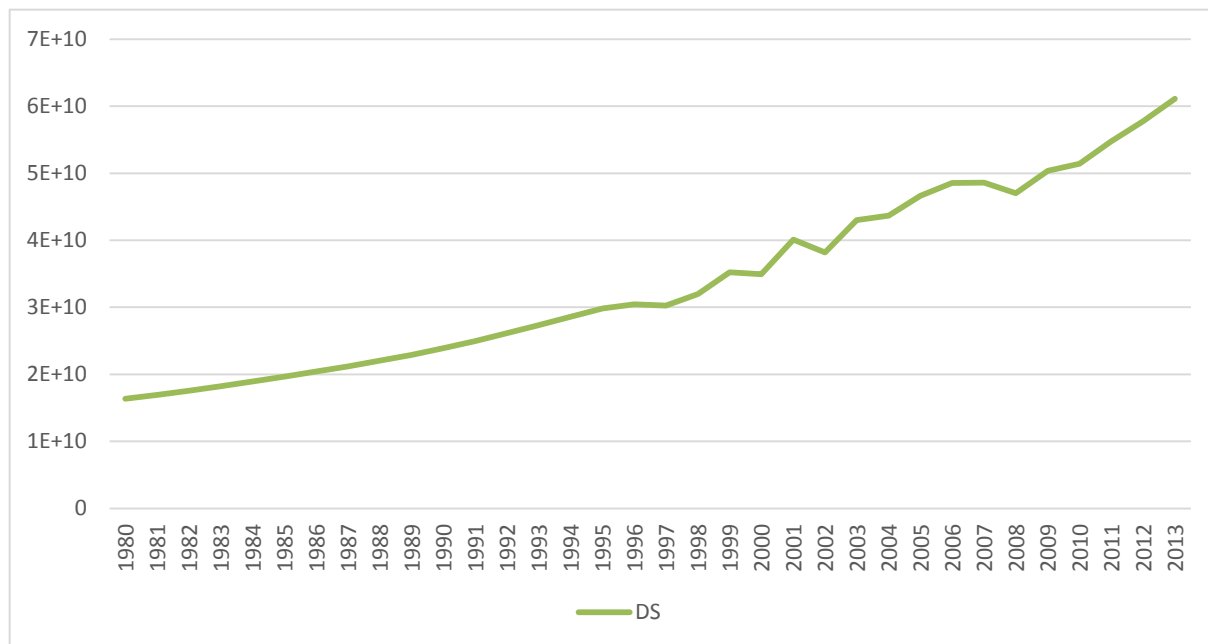
Graphique 3 : L'évolution des dépenses publiques en éducation (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

De ce graphique, on ne constate qu'une progression linéaire des dépenses publiques en éducation de 1980 à 1993. A partir de 1994 à 2012, les dépenses publiques en éducation sont accrues de 187 100 000 000 à 2,4764E+11 FCFA sauf la légère baisse survenue entre 2002 et 2004. Enfin, avec la mesure de la gratuité prise en 2006, on observe un meilleur arbitrage des dépenses sociales en faveur de l'éducation.

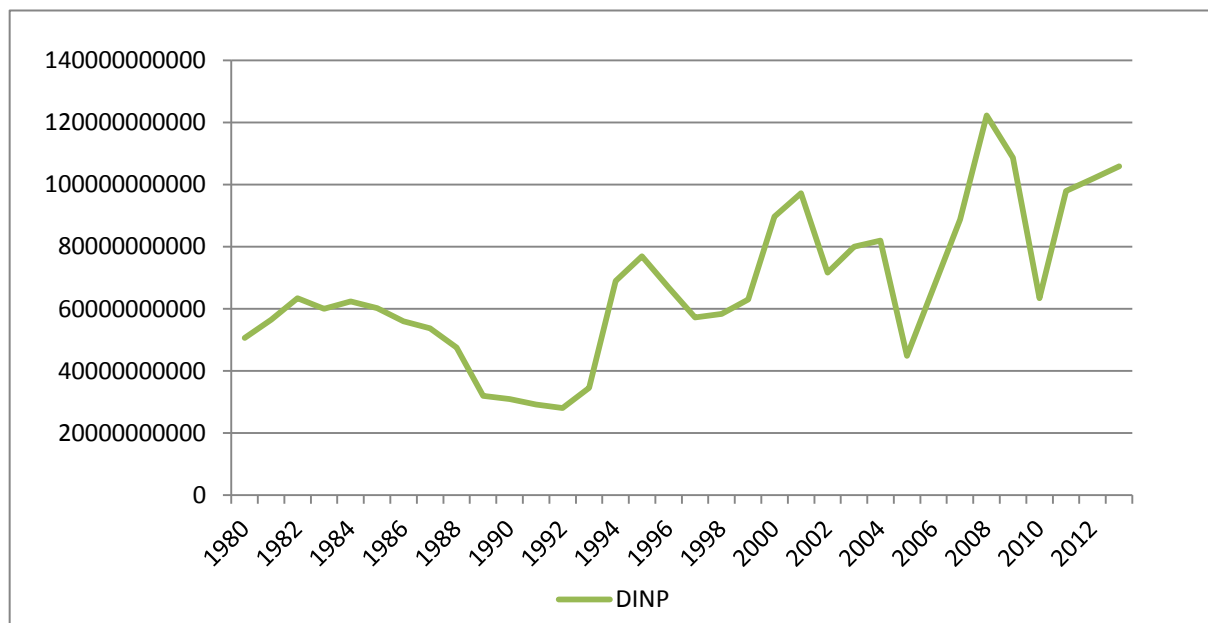
Graphique 4 : L'évolution des dépenses publiques en santé (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

Il est à remarquer une croissance des dépenses publiques en santé de 1980 à 1997, passant de 16345803859 à 30347934452 FCFA. On note ensuite une évolution en dents de scie des dépenses en santé de 1998 à 2013. La gratuité de la césarienne à l'endroit des femmes explique l'augmentation continue des dépenses depuis 2009 à nos jours.

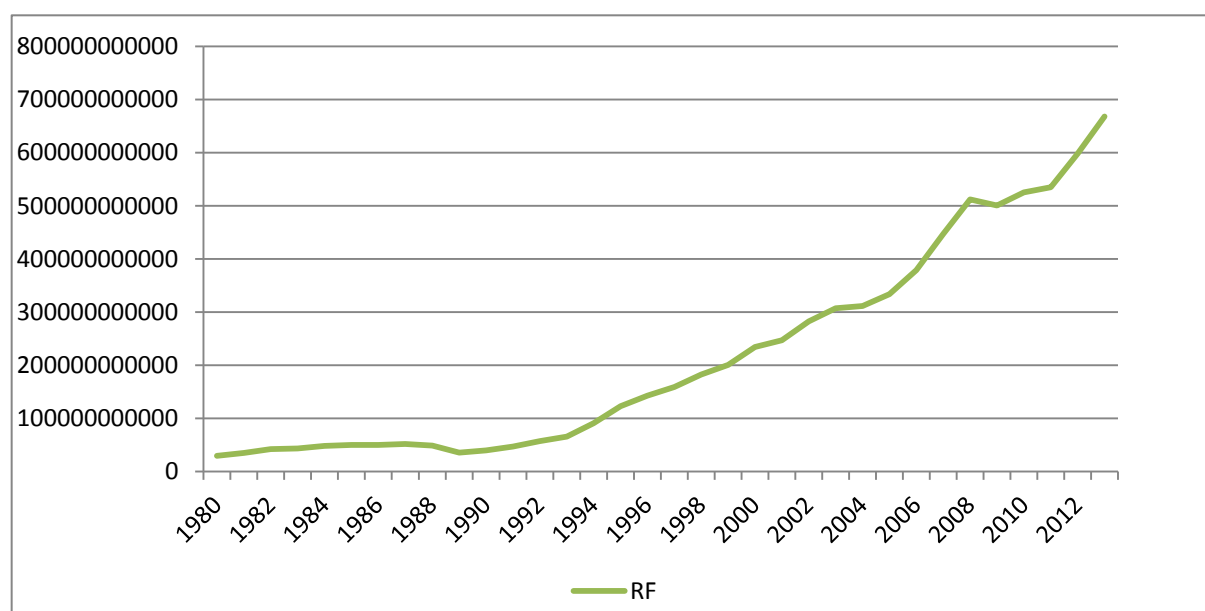
Graphique 5 : L'évolution des dépenses en infrastructures productives (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

Après une légère augmentation constatée de 1980 à 1982, On observe une chute des dépenses publiques en infrastructures productives de 1982 à 1992, passant de 63380723278 à 28069947000 FCFA. De 1993 à 1995 on note une croissance des dépenses et à la suite une baisse de 1996 à 1997. On observe en plus une augmentation de 1998 à 2001. Toute fois, on remarque en 2001, une brusque chute de ces dépenses avant qu'elles ne renouent ensuite avec une croissance accélérée de 2005 à 2008. Ensuite, on constate une baisse de 2008 à 2010 et enfin une remontée nette de 2010 à 2013. Ce qui explique la relance des travaux publics et d'autres (accès à l'eau potable, à l'électricité).

Graphique 6 : L'évolution des recettes fiscales (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

De ce graphique, on observe une progression presque linéaire de 1980 à 1989. De 1989 à 2013, on note une croissance brutale passant de 35446155426 à 668082716382 FCFA. Donc au cours de 1980 à 1989 les recettes fiscales sont restées faibles. Ce qui favorisait le climat des affaires aux entreprises privées.

Graphique 7 : L'évolution de l'APD (en milliard de francs CFA)



Source : réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE

L'APD suit une évolution en dents de scie de 1980 à 2005. De 2005 à 2010, on observe une croissance brusque de l'APD passant de 1,82995E +11 à 3,413E +11 FCFA. Cette croissance a baissé à partir de 2010 à 2012 passant de 3,413E+11 à 2,61048E+11 FCFA. Enfin, on note une autre croissance à partir de 2012 à 2013.

SECTION 2: PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION

Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries

Dans cette partie, nous avons appliqué le test de Dickey-Fuller augmenté aux différentes variables de notre modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à cet est figurent aux annexes.

Tests de stationnarité sur les variables

Résumé des tests de stationnarité sur les variables du modèle (annexe 2)

Variables	Test de racine unitaire à niveau		Test de racine unitaire en différence première	
	Probabilité	Conclusion	Probabilité	Conclusion
LIDH	0,5101	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)
LDA	0,2050	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)
LDE	0,9956	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)
LDS	0,9551	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)
LDINP	0,3729	Non stationnaire	0,0001	Stationnaire I(1)
LRF	0,9366	Non stationnaire	0,0116	Stationnaire I(1)
LAPD	0,1624	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)

Toutes les variables sont stationnaires en différence première. Nos séries sont toutes intégrées d'ordre 1, on peut envisager l'étude de cointégration.

Test de cointégration de Johansen entre les variables

Le test de cointégration en annexe 3, montre que le rang de cointégration est de 1 et aussi que le maximum est 1, on accepte donc l'hypothèse de cointégration entre les variables, les variables sont cointégrées au seuil de 5%. Quand bien même le nombre de variables dépasse deux, nous pouvons alors estimer un modèle à correction d'erreur, étant donné qu'il y a une seule relation de cointégration. Ici nous allons utiliser la modélisation en deux étapes d'Engle-Granger.

Etape 1 : Estimation de la relation de long terme du modèle initiale par les MCO

Le modèle initiale estimé en annexe 4.1 n'est cependant pas encore le bon compte tenu du fait que le modèle est instable ponctuellement. Le graphique en annexe 4.2 présente la courbe de cusum carré.

Stabilisation du modèle

Pour stabiliser le modèle nous pouvons utiliser une variable indicatrice (appelé aussi variable dummy) normée dum dans notre estimation. La variable indicatrice vaut 1 pendant la période 2008-2013 et 0 les autres années de l'étude.

Estimation des paramètres du modèle stabilisé de la relation de long terme

Dependent Variable : LIDH				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-2,086594	0,370982	-5,624513	0,0000
LDA	0,029775	0,004222	7,052578	0,0000
LDE	0,013103	0,008834	1,483180	0,1510
LDS	0,232546	0,023889	9,734546	0,0000
LDINP	0,014225	0,005408	2,630467	0,0147
LRF	0,122143	0,008824	13,84289	0,0000
LAPD	0,170576	0,005443	31,34055	0,0000
DUM	0,006638	0,005117	1,297292	0,2069
R-squared	0,999259			
Adjusted R-squared	0,998981			
Prob (F-statistic)	0,000000			

Source : Réalisé par les auteurs dans le logiciel Eviews 7

Tests de validation du modèle de long terme.

- Le R^2 mesure le pouvoir explicatif du modèle et le pourcentage des variabilités de la variable dépendante expliquée par les variables explicatives incluses est ici égal à 0,9992 soit 99,92%. Cela signifie que le degré de la relation entre la variable

expliquée et les variables explicatives est de 99,92% : le modèle a un bon pouvoir explicatif de la réduction de la pauvreté.

- Le R^2 ajusté indique la proportion ou le pourcentage de la variation totale de la variable dépendante expliquée par les variables indépendantes. En d'autres termes, il exprime le degré de relation entre la variable expliquée et les variables explicatives. Ainsi si le R^2 ajusté est élevé, mieux les variables incluses dans le modèle expliquent le phénomène étudié.
- Prob (F-Statistic)=0,000000<0,05; le modèle est donc globalement significatif au seuil de 5%. L'IDH est largement expliquée par l'ensemble des variables exogènes du modèle.
- Les erreurs sont homoscedastiques selon le test d'hétéroscédasticité de White au seuil de 5% car Prob = 0,1082 > 0,05.
- Prob = 0,5365 > 0,05 ; le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey indique une absence d'autocorrélation des erreurs.
- Le test de normalité de Jarque-Bera indique une probabilité égale à 0,171346 > 0,05. La distribution est donc normale.
- Le test de Cusum confirme la stabilité du modèle au seuil de 5%.
- L'utilisation de la variable indicatrice a stabilisé le modèle (stable structurellement et ponctuellement), voir les graphiques de CUSUM en annexe 4.3. Par ailleurs, la validation de ce modèle l'est totalement car les résidus sont normaux, non autocorrélés et homoscedastiques ; voir annexe 4.4.

Etape 2 : Estimation de la relation du court terme du modèle à correction d'erreur par les MCO (relation dynamique)

Avant d'estimer la relation de court terme, on a récupéré les résidus de la relation de long terme, ils sont normés « erreur ». Le test de stationnarité sur le terme d'erreur en annexe 5.1 montre qu'il est stationnaire en niveau, ce qui permet de poursuivre la modélisation par les MCE.

Résultats de l'estimation de la relation du court terme

Dependent Variable: D(LIDH)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0,005924	0,009533	0,621463	0,5404
ERREUR (-1)	-0,778267	0,059641	-13,04912	0,0000
D(LDA)	0,020537	0,015506	1,324416	0,1984
D(LDE)	0,093022	0,034859	2,668560	0,0137
D(LDS)	0,313193	0,111388	2,811723	0,0099
D(LDINP)	0,015903	0,017182	0,925551	0,3643
D(LRF)	0,099139	0,039907	2,484242	0,0207
D(LAPD)	0,070585	0,020141	3,504479	0,0019
DUM	0,005793	0,009244	0,626693	0,5370
R-squared	0,960907			
Adjusted R-squared	0,945610			
Prob (F-statistic)	0,000000			

Source : Réalisé par les auteurs dans le logiciel Eviews 7

La force de rappel est négative et significative, le mécanisme à correction d'erreur est donc valide. Notre coefficient de force de rappel = -0,778267 implique qu'on arrive à ajuster 77,82% du déséquilibre entre le niveau désiré et effectif du niveau de l'indice de développement humain (effet « feed back »). En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année est entièrement résorbé au bout de $(1/0,778267) = 1,2849$ années. Le temps d'ajustement est donc d'environ 1an 4 mois .Le pouvoir explicatif du modèle est de 96,09%. De plus le modèle est globalement significatif.

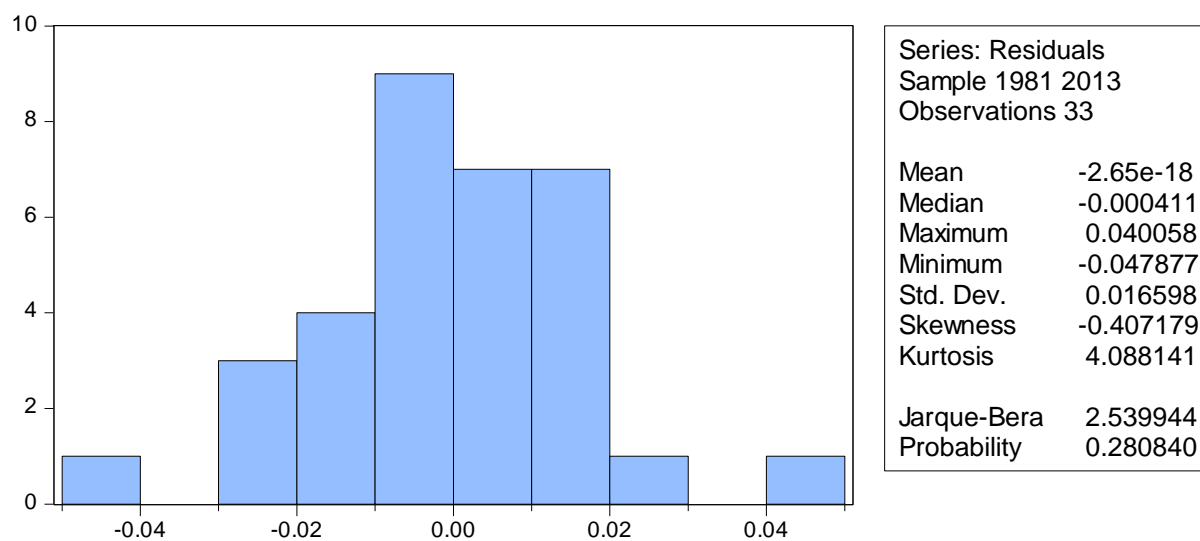
Tests de validité du modèle de la relation de court terme

Test d'autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0,636820	Prob. F(2,22)	0,5384
Obs*R-squared	1,805912	Prob. Chi-Square(2)	0,4054

La probabilité du test (0,4054) est supérieure à 0,05 ce qui confirme l'hypothèse H0 d'absence d'autocorrélation.

Test de normalité



La probabilité du test est supérieure à 0,05 ($JB < 5,99$) ; nous acceptons donc l'hypothèse H_0 de normalité des résidus.

Test d'homoscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
F-statistic	2,147100	Prob. F(8,24)	0,0707
Obs*R-squared	13,76587	Prob. Chi-Square(8)	0,0881
Scaled explained SS	5,219068	Prob. Chi-Square(8)	0,7339

G

Les résidus sont homoscédastiques car la probabilité « P » de la statistique du test (Obs*R-squared) valide l'hypothèse nulle d'absence d'hétéroscédasticité ($P = 0,0881 > 0,05$).

Stabilité du modèle par cusum

Les graphiques de cusum et cusum carré montrent que le modèle est structurellement et conjoncturellement stable (voir annexe 5.2).

Analyse économique des résultats et vérification des hypothèses

Interprétation des résultats et commentaires

Variables	Relation de long terme		Dynamique de court terme	
	Coefficient	Probabilité	Coefficient	Probabilité
LDA	0,029775	0,0000	0,020537	0,1984
LDE	0,013103	0,1510	0,093022	0,0137
LDS	0,232546	0,0000	0,313193	0,0099
LDINP	0,014225	0,0147	0,015903	0,3643
LRF	0,122143	0,0000	0,099139	0,0207
LAPD	0,170576	0,0000	0,070585	0,0019

L'observation des résultats du modèle nous permet de constater que tous les coefficients de l'estimation du modèle sont tous positifs conformément à ceux attendus.

Les dépenses agricoles

Le test de Student nous montre que les dépenses agricoles sont seulement significatives sur le long terme. Mais elles sont corrélées positivement à l'IDH sur le court et le long terme. Ainsi, dans le long terme, un accroissement des dépenses agricoles de 1%, implique une augmentation de 0,029% de l'IDH. Cet impact est moins accentué à court terme. En effet, les résultats d'estimation du modèle révèlent qu'un accroissement de 1% des dépenses agricoles engendre à court terme une hausse de 0,020% de l'IDH. Ces différents résultats mettent en exergue le fait que les dépenses agricoles influencent l'IDH à long terme qu'à court terme. Au regard de ces différents résultats, il ressort qu'au Bénin, le niveau des dépenses est très faible dans le secteur agricole. D'où la nécessité pour les pouvoirs publics de rechercher les voies et moyens pour rendre plus efficaces ces dépenses afin de mieux réduire le niveau de la pauvreté.

Les dépenses publiques en éducation

Il est à remarquer à court terme que les dépenses en éducation sont significatives tandis qu'à long terme elles ne le sont pas. En effet, à court terme quand les dépenses en éducation accroissent de 1%, l'IDH augmente de 0,093%. L'impact est moins accentué à long terme. Les résultats d'estimation du modèle révèlent qu'un accroissement de 1% des dépenses

en éducation entraîne à long terme une hausse de 0,013% de l'IDH. Donc les dépenses en éducation affectent plus l'IDH à court terme qu'à long terme. Celles-ci en étant très faibles, il revient alors à l'Etat d'investir plus dans le secteur de l'éducation en vue de réduire la pauvreté.

Les dépenses publiques en santé

Elles sont significatives à court terme comme à long terme. Ainsi, à long terme, un accroissement de 1% des dépenses en santé engendre une hausse de 0,23% de l'IDH et à court terme, une augmentation de 1% de ces dépenses entraîne une hausse de 0,31%. Cela s'explique par le faible niveau des dépenses publiques en santé au Bénin, manque de soins de qualité entraînant les évacuations, le faible taux de fréquentation des services de santé, aussi par une offre inadéquate de services sanitaires et une insuffisance de personnel qualifié.

Les dépenses publiques en infrastructures productives

Il est à noter que les dépenses en infrastructures productives sont significatives uniquement à long terme. Ainsi, à long terme, lorsque les dépenses en infrastructures productives croissent de 1%, l'IDH augmente de 0,014%. Mais à court terme, quand ces dépenses s'élèvent à 1%, l'IDH croît à 0,015%. Cela s'explique par le faible niveau des dépenses publiques en infrastructures productives au Bénin, manque d'eau potable et d'électricité dans les zones rurales.

Les recettes fiscales

On constate que les recettes fiscales sont significatives à court terme ainsi qu'à long terme. Elles ont plus d'impact sur l'IDH à long terme qu'à court terme. En effet, quand elles augmentent de 1%, l'IDH croît de 0,12% tandis qu'à court terme, lorsqu'elles augmentent de 1% l'IDH croît de 0,09%. De tout ce qui précède, le niveau des recettes fiscales reste insuffisant pour financer les dépenses publiques de l'Etat.

L'Aide Publique au Développement

L'APD est significative à court terme comme à long terme. Elle a plus d'influence sur l'IDH à long terme qu'à court terme. En outre, lorsqu'elle augmente de 1%, l'IDH hausse de 0,17% à long terme alors qu'à court terme quand elle progresse de 1%, l'IDH croît de 0,07%.

A la lumière de ces résultats, on en déduit que l'APD demeure faible pour financer les dépenses de l'Etat.

Vérification des hypothèses

✓Hypothèse1

D'après les résultats des estimations du modèle de court et de long terme, il en ressort que les dépenses publiques de l'Etat influence positivement le niveau de réduction de la pauvreté, ce qui nous permet de conclure que **l'hypothèse 1 est bien vérifiée.**

✓Hypothèse2

Au terme de l'analyse, on remarque que les recettes fiscales de l'Etat ont une influence positive sur le niveau de la réduction de la pauvreté. Ainsi, **l'hypothèse n°2 est également vérifiée.**



CONCLUSION

L'objectif fondamental de notre travail est d'analyser l'impact de la politique budgétaire sur les conditions de vie des ménages au Bénin. La politique budgétaire se décompose en deux postes : les recettes et les dépenses. Elle a permis d'appréhender l'effet des dépenses publiques et les recettes fiscales sur l'IDH qui mesure le niveau de vie des populations. L'analyse de l'évolution de la pauvreté à travers les indicateurs socioéconomiques met à jour une hausse de celle-ci. La cause de l'aggravation de la pauvreté est due à la dégradation du tissu socioéconomique.

L'analyse a montré que les dépenses en agriculture, en infrastructures productives et en santé ont un impact sur les indicateurs de bien-être à long terme. Mais à court terme, il s'agit des dépenses en éducation et en santé. Généralement, ces dépenses sont plus porteuses que les autres. Donc une augmentation des dépenses sociales de base (éducation, santé) permet de réduire la pauvreté de manière significative. En effet, Une augmentation des dépenses sociales autres que les secteurs listés, dans cette partie, a un impact léger sur la pauvreté. L'analyse économétrique montre que les dépenses sociales ont contribué à l'amélioration du bien-être des ménages. L'augmentation des dépenses sociales associée à une dynamique de l'économie permet d'éradiquer la pauvreté si la répartition de la richesse est égalitaire.

Pour parvenir à l'objectif de l'amélioration des conditions de vie des populations et de réduction de la pauvreté, les recommandations de politiques économiques et sociales ont été suggérées. Des efforts énormes doivent être consentis pour accroître les dépenses sociales orientées vers les secteurs sociaux de base. De nouveau système de gestion du recouvrement des recettes fiscales ont été mis en place et doivent être surveillé pour une amélioration de leur efficacité. La mise à disposition de moyens matériels et immatériels aux populations serait un atout de circonscrire la pauvreté et de les associer aux processus de production nationale. La gestion rigoureuse des ressources ne pourrait que maximiser les gains de la lutte contre la pauvreté.

Ce présent travail n'a pas la prétention d'avoir cerné tous les contours de la politique budgétaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Il a été exécuté dans le but de participer à la grande mobilisation mondiale contre le nouveau fléau qu'est la pauvreté.

Beaucoup de questions non abordés ici restent ouvertes telles que la volonté et la stabilité politique qui font actuellement défaut aux pays. Il s'agit là des facteurs plus ou moins exogènes à la société et à l'économie qui ont besoin aujourd'hui d'une plus grande organisation et d'une gestion plus transparente et plus efficace dans la lutte contre la pauvreté.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aho, Gilbert ; Larivière, Sylvain and Frédéric Martin 1997. Manuel d'analyse de la pauvreté : Applications au Bénin, Cotonou, Université National du Bénin et PNUD/Québec, Université Laval.
- Bierchenk, Thomas, Thioléron, Elisabeth & Bako Arifari, Nassirou, 2002, Institutionnaliser la stratégie de réduction de la pauvreté au Bénin, Working papers de l'Université de Mayence.
- **CNDLP** (2002), « Document de stratégie de réduction de la pauvreté au Bénin 2003-2005, 2002 » ; 122p
- Document de l'économie de développement de l'année académique 2014-2015
- **MEF** (2008), « Evaluation des pertes de Recettes suite aux mesures prises par le Gouvernement pour contenir la flambée des prix », Rapport rédigé sous la présidence du Conseiller Technique à l'Economie du MEF.
- **PNUD**, dans son rapport *Vaincre la pauvreté humaine, 2000*.
- **PNUD(2009)**, Les objectifs du millénaire pour développement au Bénin: situation actuelle et perspectives. 36p.
- Richard Musgrave, dans son ouvrage fondateur de 1959 *Theory of public finance*.
- Stratégie de Réduction de la Pauvreté Intérimaire (SRPI) en 2000.
- Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP1) pour la période 2003-2005 et son Programme d'Action Prioritaires.

ANNEXES

Annexe 1 : Données

Année	IDH	DA	DE	DS	DINP	RF	APD	DUM
1980	0,312	2764000000	1,12E+10	1,6346E+10	5,065E+10	2,9319E+10	1,8641E+10	0
1981	0,300	3966950000	1,156E+10	1,6945E+10	5,6521E+10	3,5174E+10	2,2075E+10	0
1982	0,350	5098890000	1,246E+10	1,7576E+10	6,3381E+10	4,2404E+10	2,619E+10	0
1983	0,300	9768700000	1,094E+10	1,8238E+10	5,9969E+10	4,3134E+10	3,2364E+10	0
1984	0,312	1,1577E+10	1,31E+10	1,8931E+10	6,2316E+10	4,8188E+10	3,2785E+10	0
1985	0,351	7625190000	1,322E+10	1,9655E+10	6,0194E+10	5,0042E+10	4,219E+10	0
1986	0,360	9015660000	1,37E+10	2,0409E+10	5,5985E+10	5,0038E+10	4,6637E+10	0
1987	0,370	9378160000	1,418E+10	2,1195E+10	5,3653E+10	5,1555E+10	4,0182E+10	0
1988	0,361	1,3932E+10	1,488E+10	2,2028E+10	4,7497E+10	4,9067E+10	4,7051E+10	0
1989	0,341	1,1654E+10	1,42E+10	2,2929E+10	3,1915E+10	3,5446E+10	8,5453E+10	0
1990	0,312	1,3443E+10	1,478E+10	2,3911E+10	3,0898E+10	3,9599E+10	7,2662E+10	0
1991	0,364	1,2436E+10	1,552E+10	2,4986E+10	2,9156E+10	4,7209E+10	7,4945E+10	0
1992	0,354	9900800000	1,617E+10	2,6148E+10	2,807E+10	5,709E+10	9,4332E+10	0
1993	0,384	1,1169E+10	1,988E+10	2,7369E+10	3,4531E+10	6,5501E+10	8,1341E+10	0
1994	0,417	1,2658E+10	1,871E+10	2,861E+10	6,8971E+10	9,0786E+10	1,4207E+11	0
1995	0,447	1,4145E+10	2,254E+10	2,9842E+10	7,6842E+10	1,2302E+11	1,3979E+11	0
1996	0,481	1,2732E+10	3,32E+10	3,043E+10	6,6879E+10	1,426E+11	1,4722E+11	0
1997	0,492	1,5561E+10	3,88E+10	3,0248E+10	5,7188E+10	1,588E+11	1,2879E+11	0
1998	0,378	1,6943E+10	3,94E+10	3,1984E+10	5,8345E+10	1,8261E+11	1,2103E+11	0
1999	0,390	1,4757E+10	4,5E+10	3,5238E+10	6,3021E+10	2,0083E+11	1,2984E+11	0
2000	0,430	1,6706E+10	5,59E+10	3,4953E+10	8,9707E+10	2,341E+11	1,7333E+11	0

La politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté au Bénin

2001	0,440	1,16E+10	6,63E+10	4,0114E+10	9,7219E+10	2,4726E+11	2,037E+11	0
2002	0,460	1,3335E+10	7,76E+10	3,8201E+10	7,1665E+10	2,825E+11	1,5267E+11	0
2003	0,460	1,9103E+10	6,52E+10	4,2993E+10	8,003E+10	3,072E+11	1,7426E+11	0
2004	0,460	1,8232E+10	1,005E+11	4,3676E+10	8,1928E+10	3,114E+11	2,0804E+11	0
2005	0,440	1,8841E+10	1,076E+11	4,662E+10	4,4791E+10	3,3401E+11	1,8299E+11	0
2006	0,470	2,087E+10	1,128E+11	4,854E+10	6,6804E+10	3,789E+11	2,088E+11	0
2007	0,440	1,3772E+10	1,295E+11	4,86E+10	8,8693E+10	4,4673E+11	2,2735E+11	0
2008	0,480	2,815E+10	1,555E+11	4,7022E+10	1,2224E+11	5,1217E+11	2,8726E+11	1
2009	0,510	2,2762E+10	1,712E+11	5,0384E+10	1,0859E+11	5,0047E+11	3,2206E+11	1
2010	0,490	2,7234E+10	1,823E+11	5,1423E+10	6,3438E+10	5,2563E+11	3,413E+11	1
2011	0,497	2,7154E+10	1,9938E+11	5,4741E+10	9,796E+10	5,3508E+11	3,2572E+11	1
2012	0,505	3,1723E+10	2,2199E+11	5,7786E+10	1,0186E+11	5,9813E+11	2,6105E+11	1
2013	0,513	3,7061E+10	2,4764E+11	6,1096E+10	1,0582E+11	6,6808E+11	3,7546E+11	1

Source : DGAE

Annexe 2 : Test de racine unitaire sur nos variables

LIDH

Null Hypothesis: LIDH has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.522154	0.5101
Test criticalvalues:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

Null Hypothesis: D(LIDH) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-6.882660	0.0000
Test criticalvalues:	1% level	-3.653730	
	5% level	-2.957110	
	10% level	-2.617434	

LDA

Null Hypothesis: LDA has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=5)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-2.215345	0.2050
Test criticalvalues:	1% level	-3.653730	
	5% level	-2.957110	
	10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: D(LDA) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-7.539477	0.0000
Test criticalvalues:	1% level	-3.653730	
	5% level	-2.957110	
	10% level	-2.617434	

LDE

Null Hypothesis: LDE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		1.000519	0.9956
Test criticalvalues:	1% level	-3.646342	
	5% level	-2.954021	
	10% level	-2.615817	

Null Hypothesis: D(LDE) has a unit root
 Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.60026	0.0000
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

LDS

Null Hypothesis: LDS has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.035424	0.9551
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: D(LDS) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.47988	0.0000
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

LDINP

Null Hypothesis: LDINP has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.802409	0.3729
Test criticalvalues:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

Null Hypothesis: D(LDINP) has a unit root

Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.389171	0.0001
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

LRF

Null Hypothesis: LRF has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.138359	0.9366
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Null Hypothesis: D(LRF) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.592962	0.0116
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

LAPD

Null Hypothesis: LAPD has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 4 (Automatic - based on AIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.356092	0.1624
Test criticalvalues:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

Null Hypothesis: D(LAPD) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.142183	0.0000
Test criticalvalues:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

Annexe 3 : Test de cointégration de Johansen

Sample (adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend
 Series: LIDH LDA LDE LDS LDINP LRF LAPD
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.782418	141.8197	125.6154	0.0035
Atmost 1	0.649188	93.01391	95.75366	0.0761
Atmost 2	0.548285	59.49373	69.81889	0.2512
Atmost 3	0.403483	34.06319	47.85613	0.4984
Atmost 4	0.290043	17.53050	29.79707	0.6008
Atmost 5	0.185509	6.568872	15.49471	0.6282
Atmost 6	8.52E-05	0.002728	3.841466	0.9558

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.782418	48.80574	46.23142	0.0260
Atmost 1	0.649188	33.52018	40.07757	0.2270
Atmost 2	0.548285	25.43054	33.87687	0.3565
Atmost 3	0.403483	16.53270	27.58434	0.6202
Atmost 4	0.290043	10.96162	21.13162	0.6512
Atmost 5	0.185509	6.566144	14.26460	0.5417
Atmost 6	8.52E-05	0.002728	3.841466	0.9558

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Annexe 4 : Relation de long terme

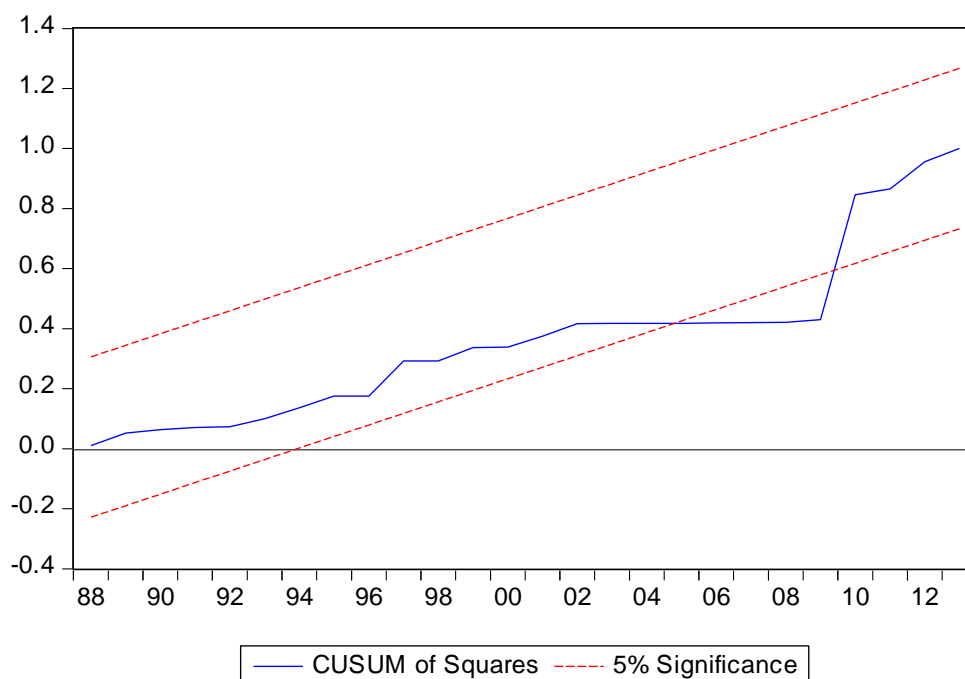
Annexe 4.1 : Estimation de la relation long terme du modèle initiale

DependentVariable: LIDH
 Method: Least Squares
 Sample: 1980 2013
 Includedobservations: 34

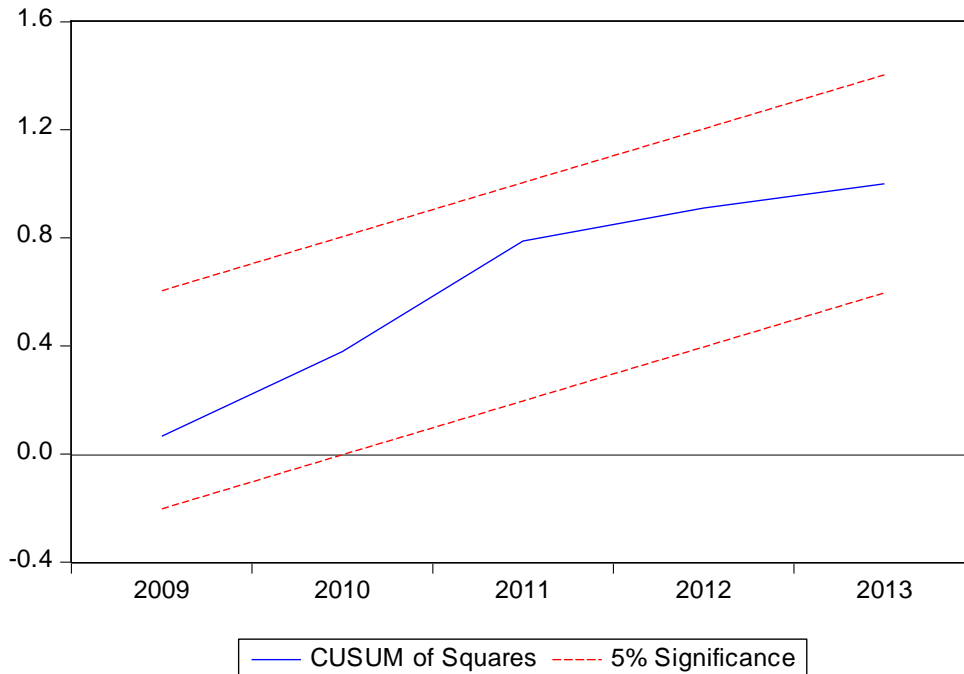
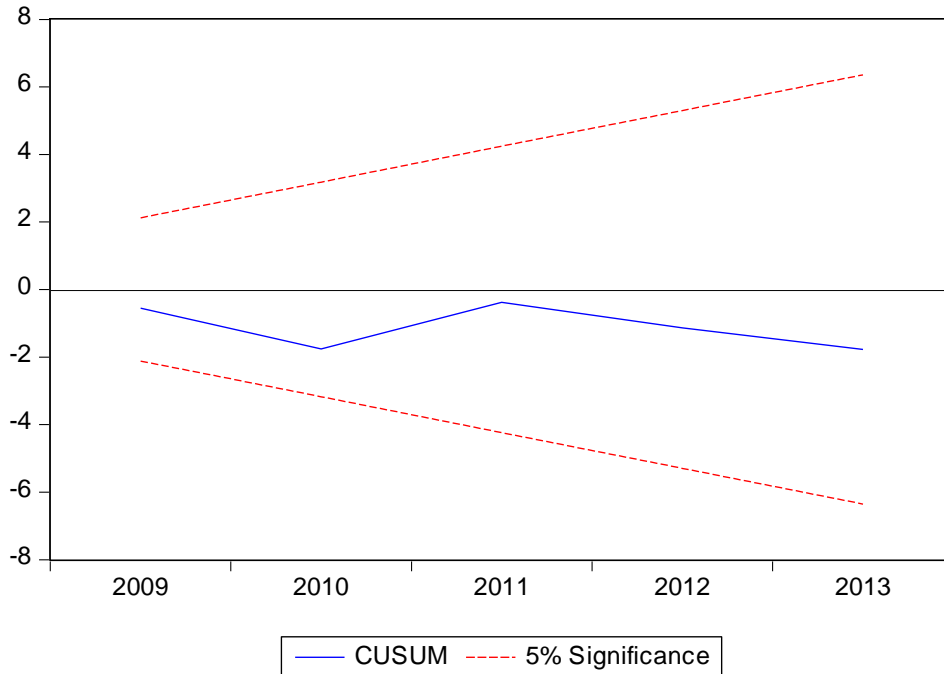
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-1.726813	1.199729	-1.439336	0.1620
LDA	0.024366	0.012118	2.010693	0.0548
LDE	0.001399	0.019947	0.070129	0.9446
LDS	0.267193	0.073913	3.614963	0.0013
LDINP	0.012060	0.016164	0.746120	0.4623
LRF	0.120365	0.023554	5.110197	0.0000
LAPD	0.177094	0.017099	10.35672	0.0000

R-squared	0.991564	Meandependent var	-0.903332
Adjusted R-squared	0.989293	S.D. dependent var	0.171204
S.E. of regression	0.017716	Akaike info criterion	-5.026418
Sumsquaredresid	0.008160	Schwarz criterion	-4.667275
Log likelihood	93.44911	Hannan-Quinn criter.	-4.903940
F-statistic	436.5682	Durbin-Watson stat	1.622755
Prob(F-statistic)	0.000000		

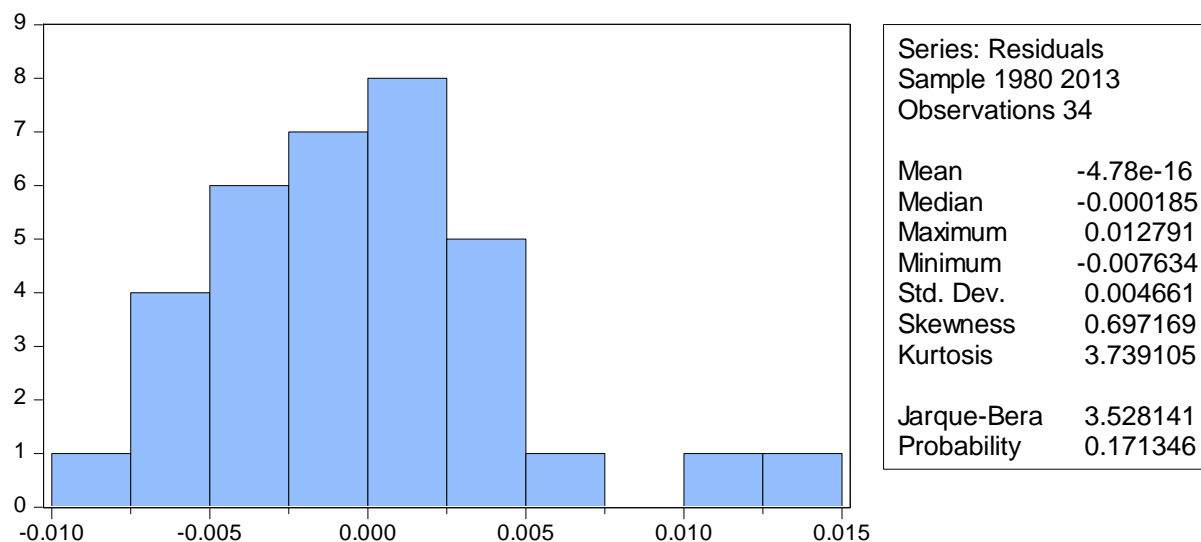
Annexe 4.2 : Stabilité ponctuelle du modèle initiale



Annexe 4.3 : Tests de stabilité du modèle initiale après introduction de la variable dum



Annexe 4.4 : Tests de validité du modèle stabilisé de la relation de long terme



Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.475274	Prob. F(2,25)	0.6272
Obs*R-squared	1.245392	Prob. Chi-Square(2)	0.5365

HeteroskedasticityTest: White

F-statistic	3.064243	Prob. F(20,13)	0.0214
Obs*R-squared	28.04993	Prob. Chi-Square(20)	0.1082
Scaled explained SS	14.46293	Prob. Chi-Square(20)	0.8063

Annexe 5 : Relation du court terme

Annexe 5.1 : Test de racine unitaire sur la tendance commune

Null Hypothesis: ERREUR has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.878891	0.0004
Test criticalvalues:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

Annexe 5.2 : Tests de stabilité de la relation du court terme

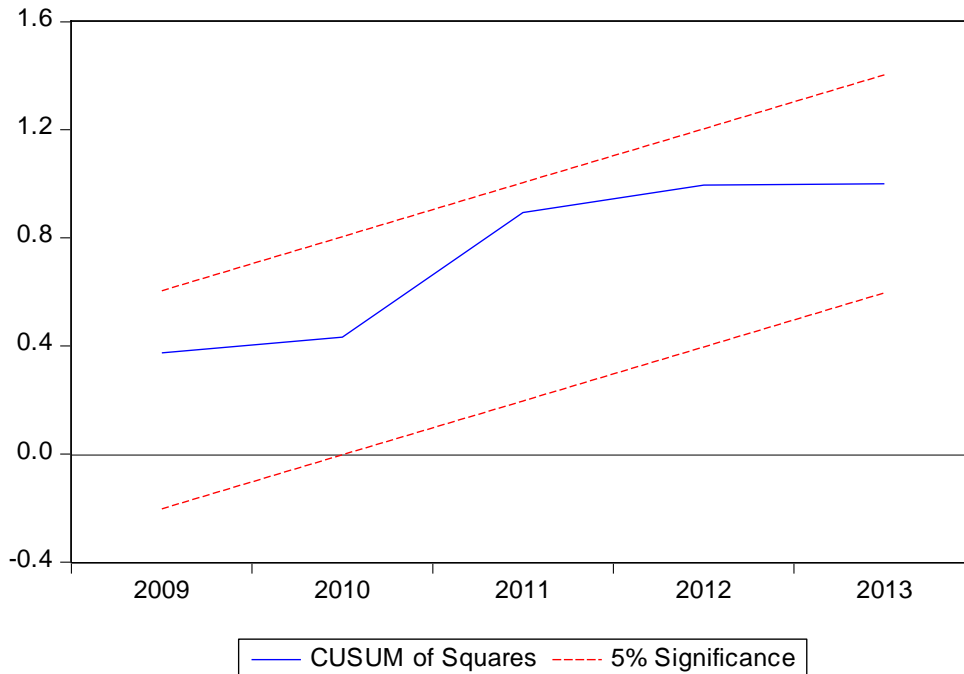
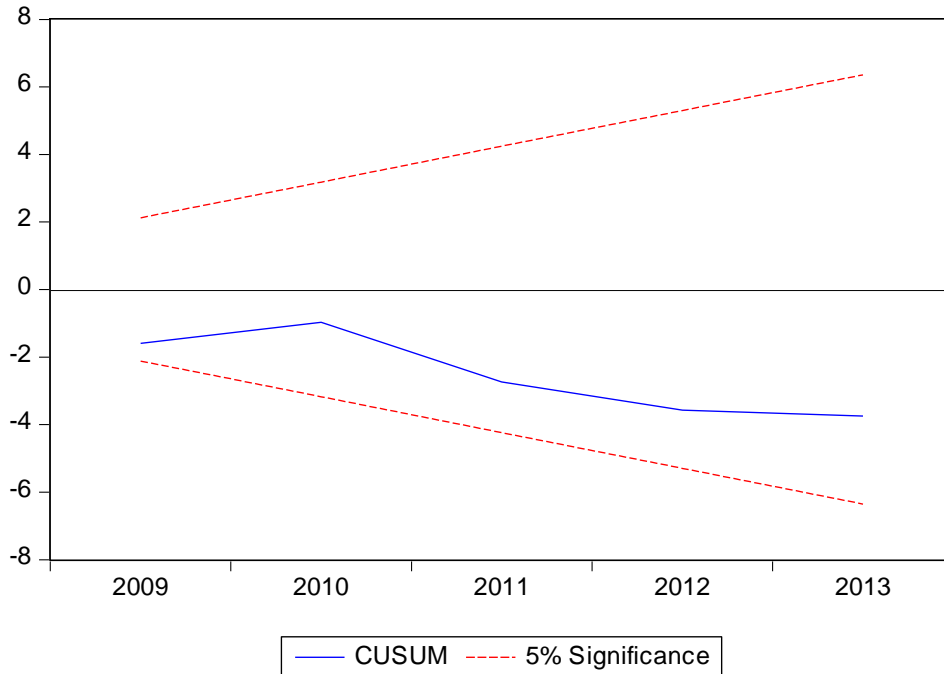


Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
LISTE DES GRAPHIQUES	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL.....	4
SECTION1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE.....	5
PARAGRAPH1 : Présentation de la DGAE.....	5
PARAGRAPH2 : Présentation de la DPC	6
SECTION2 : DEROULEMENT DU STAGE	7
PARAGRAPH1 : Travaux effectués	7
PARAGRAPH2 : Difficultés rencontrées et quelques suggestions.....	7
Difficultés rencontrées	7
CHAPITRE 2 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	8
SECTION1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES	9
PARAGRAPH1 : Problématique.....	9
PARAGRAPH2 : Objectifs et hypothèses de recherche	10
SECTION2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE	11
PARAGRAPH1 : Une revue de littérature	11
PARAGRAPH2 : L'approche méthodologique.....	18
CHAPITRE 3 : ANALYSE DE L'IMPACT DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE AU BENIN	27
SECTION 1 : ANALYSE DESCRIPTIVE DES VARIABLES DE L'ETUDE	28
PARAGRAPH1 : Analyses descriptives des variables de l'étude.....	28
SECTION 2: PRESENTATION DES RESULTATS D'ESTIMATION	34
CONCLUSION	42
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	44
ANNEXES	i

